



klask ha distruj

Niv. 3 – Goañv/hiver 2010

I'm not a number, I'm a free man	2
Les logiciels libres	3
Steganography	6
Shell to sea !	7
Sea Shepherd	8
État d'exception au Pays Basque	10
Lenn ha distruj	17

klask-ha-distruj@riseup.net – klaskhadistruj.zeblog.com



Ampletusted. Nag a follentez graet dindan ar ger brav-mañ. O vezañ ma vez an arc'hant o ren hom bed hag hom buheziou abaoe un tamm mat a amzer eo bet lakeet an ampletusted da lezenn santel. Evel lezenn santel ar profit, a gas hag a digas al labourerien evel piz dre ar pod. Kaer 'neus labourat evel ur c'hi, betek bezañ klañv e spered, ret eo d'an nen bezañ ampletusoc'h bemdez. Gant al labour-douar zo bet kollet ur binvidigezh : ur bern gouennoù loened ha plantoù aet da get dre ma ne oant ket ampletus a-walc'h evit ar venajerien sodet gant ar gonit arc'hant. N'eo ket souezhus ma 'vez bremañ darn dionte o heuliañ c'hoari garz ar skiantourien gant ar jenetik. Betek ar sevenadur 'vez barnet hervez lezenn an ampletusted. Mat eo ma servij da rastellat arc'hant. Ma ne ra ket ne dalv ket boan derc'hel gantañ. Evel hom brezhoneg... pilet gant Bro-C'hall ha douaret, didalvez ma 'h eo evit an ekonomiezh. Trist an traoù...

Rentabilité. Voilà une des malédictions qui pèsent sur notre monde contemporain. Corrolaire de la logique de profit, tout dans nos existences est jugé à l'aune de la rentabilité. Le travail est le domaine par excellence où l'on se doit d'être hyper-productif. Cette logique produit à la chaîne dépressions et suicides chez des individus menacés constamment de rejoindre la masse des déclassés sociaux. Soumise au diktat du profit comme l'est l'industrie et ses marchandises, l'agriculture moderne a condamné nombre d'espèces de plantes et races d'animaux originelles à l'extinction parce que non rentables... pour jouer maintenant à Frankenstein avec les manipulations génétiques. C'est aussi la rentabilité qui est invoquée pour justifier la mise au placard d'éléments du patrimoine culturel. C'est le cas des langues minoritaires comme le breton. Considérées comme faisant obstacle à l'unité de la France, ces langues sont de surcroît enterées vivantes parce que d'une totale inutilité économique. Quelle misère...

Brenn

Jean-Pierre Raffarin, que pensez-vous de ceux qui ne liront pas le numéro 3 de *Klask ha Distruj* en sachant qu'ils avaient eu tort de ne pas lire les numéros 1 et 2 ?



I'M NOT A NUMBER, I'M A FREE MAN

(but I live in a number...)

I'm not a number, I'm a free man !...

Sed aze hopadenn vrudet « Number 6 », alias Patrick MacGoohan, 'ba 'r seri *The prisoner*. Bac'het ma oa 'ba ur vilajenn, nac'hañ a rae bezañ niverennet evel an dud all eno... ha n'houle ket asantiñ koll e frankiz.

(but I live in a number...)

Un tamm tro 'ba Vendée. Sachet eo ma evezh gant pegsuniou war otoioù 'zo (« Mon département j'y tiens ! » gant niverennoù skrivet ken bras ken na weler ket 'merte deus a-bell : 44, 85, 49...). Gouvezet 'meus hiroc'h war al lec'hienn-mañ : <www.jamaissansmondepartement.fr>.

Fentus a-walc'h eo gwelet penaos 'vez tomm an dud deus un niverenn. Ar pezh a zo digomprenabl din-me. Ka 'ra din eo ken spon-tus kaout un niverenn da anv ha bevañ 'ba un niverenn. Ar memes droukmennozh 'zo dindan, goude ma 'h eo splannoc'h deus un tu.

Petra eo bezañ niverennet ? Bezañ lakaet da loen, da sklav, da veikanik. Ar re gentañ niverennet 'ba hom c'hevredigezh eo ar brizonierien. Nac'hañ personelezh an den an hini 'eo, ar pezh a dalv nac'hañ an den e-unan a-benn fin kont. Ober diontañ un dra kaset ha digaset evel piz dre ur pod... pe a niverenn da niverenn.

Petra eo bezañ o chom 'ba un niverenn ? Ankouaat anvioù ar broioù kozh pe nevez. Ober fae deus an harzhoù savet a-hed an istor ha

deus an idantelezhioù diwanet enne. Ober gant niveradur an tiriegezh a diskwel eo troc'het mat al liamm gant ar rummadoù kozh 'deus dalc'het betek an deiz a herie da lodennañ ar spas gant o yezh. Koll a ra an den un hêrezh hag ur binvidigezh. Se zo ken truezus ha reiñ niverennoù d'ar menezioù, d'ar rinieroù pe d'ar parkoù.

Difenn un niverenn hag a zo hini un departamant ? Hemañ 'zo bet unan eus an ostilhoù evit frikañ an idantelezhioù hag an darempredoù sokial a oa 'ba Bro C'hall a-raok an Dispac'h. N'houle ket ar Republik derc'hel ar proviñsioù kozh. Tout int bet skarzhet. Aet diwar-wel ar broioù kozh, bras pe bihan, a oa an dud tomm o c'halon dionte. Skoet o anvioù hag o c'houn 'ba poubelenn an istor. 'Oa ket 'met ur c'hult : hini ar Republik. Ha departamantoù hep istor, savet diwar netra, evit diwriennañ an dud deus o broioù bi-

han. Sed aze pezh 'dea c'hoant beleien ar Republik.

N'on ket un niverenn ha n'on ket o chom 'ba un niverenn... Me 'zo deus Treger, bet o chom a-hed ma buhez 'ba Aodoù-an-Arvor (kaer 'momp stourm deus se, an departamant 'zo un dachenn identifiñ, « un territoire d'identification », paour ha divlaz din-me, blaz ar Stad gantañ, met bev a-walc'h e buhez an dud), ha ma bro eo Breizh. Biken n'emban-nimp bezañ deus an niverenn 22, pe deus unan all. Ar c'hontrefed. Derc'hel a rin gant anvioù ar broioù 'non santan ul lodenn dionte. Anvioù ha 'deus un orin, un istor, ur binvidigezh...

Hag evel a lâr ma mamm-gozh, « pa 'vezer o chom 'ba un niverenn, 'vezer ket pell goude o kaout ur c'hod-barr war e gein ! »

Paotr garz

Il y a des gens qui sont fiers d'habiter dans un numéro. Je l'ai découvert récemment en voyant des autocollants sur des voitures, figurant en gros leur numéro de département et une petite mention du genre « Mon département j'y tiens ». Que penser de ce nouvel aspect de l'exception culturelle française, sinon que les gens ont été tellement déracinés et déculturés qu'ils en viennent maintenant à revendiquer l'appartenance à un numéro ? La logique sous-jacente n'est-elle pas similaire à celle qu'on trouve dans les maisons d'arrêt et contre laquelle se rebellait l'acteur Patrick McGoohan, alias « Number 6 », dans la série *The prisoner*, et qui assigne aux individus un numéro (ou un code-barre) venant se substituer à leur identité propre... pour en faire des êtres dépersonnalisés et en définitive déshumanisés ?

LES LOGICIELS LIBRES

La libertad o la muerte

Bon, j'ai écrit tout mon article et j'arrive pas à trouver une intro digne de ce nom, alors allons-y à la hussarde : on va parler des logiciels libres. Voilà, allons-y.

Quelques définitions

Commençons par préciser quelques termes, à l'intention des ~~neobs~~ gens qui ne seraient pas forcément familiers avec l'informatique. Un *logiciel* (en anglais : *software*) est un programme informatique qui réalise une ou des tâches données. Ainsi, il existe des logiciels de traitement de texte, de traitement d'image, de messagerie, des navigateurs internet, des lecteurs de DVD ou de fichiers audios, des jeux, etc. Au départ, un logiciel se présente sous la forme d'un code écrit dans un langage compréhensible par un humain¹, c'est ce qu'on appelle le *code source* du logiciel. Puis, lors d'une opération nommée *compilation*, on transforme ce code source en fichiers écrits dans un langage composé de 0 et de 1, compréhensible par l'ordinateur. Les fichiers obtenus s'appellent *fichiers binaires*, ce sont ces fichiers qui sont utilisés quand vous lancez un logiciel. Un *système d'exploitation* est une sorte de « super logiciel », chargé d'assurer le fonctionnement général de l'ordinateur ainsi que la communication entre les logiciels et le matériel de l'ordinateur (*hardware*) : écran, clavier, souris, cartes son et vidéo, processeur, etc. Le plus connu et répandu des systèmes d'exploitation est Windows (et il n'est pas libre, bouh !)

Qu'est-ce qu'un logiciel libre ?

Un logiciel est dit libre lorsqu'il répond aux quatre libertés définies par la Free Software Foundation (FSF, Fondation pour le logiciel libre) :

- Liberté 0² : la liberté d'exécuter le programme – pour quelque usage que ce soit.
- Liberté 1 : la liberté d'étudier le fonctionnement du programme – ce qui suppose l'accès au code source.
- Liberté 2 : la liberté de redistribuer des copies – ce qui comprend la liberté de vendre des copies.
- Liberté 3 : la liberté d'améliorer le programme et de publier ses améliorations – ce qui suppose, là encore, l'accès au code source.



Richard Matthew Stallman,
le « gourou »
du logiciel libre.



Ce sympathique manchot est la mascotte de Linux, et ce gnou est celle de GNU.

Il est intéressant de savoir que ce mode de fonctionnement était celui qui avait cours de manière naturelle aux débuts de l'informatique. Par la suite, au début des années 80, pour diverses raisons, certains éditeurs ont « fermé » l'accès au code source de leurs logiciels, qui n'étaient donc plus libres. Ces logiciels sont qualifiés de *propriétaires* ou encore de *privés*. Un programmeur américain, Richard Matthew Stallman, considérant que cette fermeture des logiciels était dommageable, a défini le logiciel libre (les quatre libertés ci-dessus) et créé la Free Software Foundation.

Il ne faut pas confondre libre et gratuit. En effet, de nombreux logiciels gratuits, appelés *freewares*, sont propriétaires et ne permettent pas la consultation de leur code source. Par ailleurs, il est possible de vendre un logiciel libre (cf. la liberté n°2). Mais il est également possible de redistribuer gratuitement un logiciel libre qu'on a acheté, d'où la confusion.



Notons que la philosophie du Libre n'est pas monolithique, et qu'il existe de nombreux avis plus ou moins divergents sur la question. Grosso modo, on peut dégager deux tendances, qui ne sont d'ailleurs pas forcément incompatibles. Pour certains, l'accent doit être mis sur le partage, la mise en commun des connaissances et le libre accès aux données, le libre est un principe en soi. C'est le cas de Richard Stallman, de la FSF et des licences de type GNU-GPL. Pour d'autres, le libre est un moyen, celui qui favorise au mieux l'innovation, l'efficacité et le développement de logiciels de meilleure qualité. C'est le cas de Linus Torvalds, créateur du noyau Linux, ainsi

que des licences de type BSD³. Cette deuxième tendance est souvent qualifiée d'*Open Source* plutôt que de libre. On voit qu'on a d'un côté une position politique, et de l'autre une position pragmatique. Je ne détaille pas plus⁴, dans la pratique, ça ne change pas grand chose, et les logiciels open source sont techniquement et juridiquement libres, et inversement.



Les campagnes de la FSF sont souvent bien rentre-dedans.

Avantages du logiciel libre

L'avantage premier du Libre est que n'importe qui peut aller regarder comment fonctionne un logiciel. C'est très intéressant



FREE SOFTWARE
FOUNDATION

quand on apprend un langage de programmation, et ça permet de contrôler les opérations effectuées par un logiciel. Exemple concret issu de mon esprit paranoïaque : on peut vérifier que le logiciel n'envoie pas des infos nous concernant via Internet.

Autre avantage : la personnalisation. Lorsqu'on trouve qu'il manque des fonctionnalités à un logiciel, on peut les ajouter soit-même (ou le faire faire si on n'est pas programmeur), voire remodeler entièrement le logiciel. Le Libre est également un plus en matière de sécurité, car la publication du code source et le travail coopératif facilitent le repérage et la correction des failles de sécurité.

Signalons également la plus grande facilité à se procurer les logiciels libres, généralement disponibles gratuitement sur Internet. Il est de même possible de transmettre sans restriction ces logiciels à son entourage, même si on les a achetés.

On pourrait cependant penser que, lorsqu'on est un utilisateur lambda et qu'on n'est pas capable d'aller farfouiller dans le code source, ça ne fait pas grande différence d'utiliser des logiciels libres ou des logiciels propriétaires. Et c'est un peu vrai, si l'on ne considère que l'utilisation du logiciel en elle-même. Mais ce serait oublier tout ce qu'il y a derrière : une volonté de partage et d'innovation, et une liberté de choix.

C'est qui qui paye ?

Dans certains cas, les logiciels libres sont développés par des passionnés, qui le font bénévolement et n'en attendent pas de rémunération. Mais il est également très fréquent que ces logiciels soient produits par des entreprises, c'est le cas par exemple de Firefox et d'OpenOffice. D'où un impératif de rentabilité⁵, qu'on pourrait penser incompatible avec la diffusion libre et gratuite.

Voici pourtant, très rapidement, quelques modes de financement des logiciels libres (source : www.aful.org) :

- prestation de services autour du logiciel (installation, maintenance, formation, aide, support...) ;
- licences multiples (par exemple rendre possible, mais payante, l'utilisation de code libre dans un logiciel propriétaire) ;
- sponsoring et publicité (par exemple le logiciel Firefox inclut des fonctionnalités de recherche qui pointent vers des moteurs de recherche appartenant à des entreprises qui paient pour cela) ;
- vente de produits dérivés (documentation, mais aussi t-shirts, peluches...) ;
- donations et mécénat (financements apportés par des entreprises, des organismes, des particuliers...)

Après ces quelques précisions théoriques, passons à la pratique. Voici une présentation rapide de quelques logiciels libres que j'utilise régulièrement, notamment pour réaliser ce fanzine. (NB : tous les logiciels présentés ici sont disponibles sous les systèmes libres GNU/Linux et les systèmes propriétaires Windows et Mac OS.)



Quelques logiciels libres : au premier plan, Scribus avec KhD en cours de fabrication, et Audacious, un lecteur de musique ; à l'arrière, Firefox sur le blog de KhD (<klaskhadistruj.zeblog.com>) ; le tout est sous Ubuntu.

Mozilla Firefox



Le logiciel Firefox, développé par la fondation Mozilla, est la grande réussite du Libre. Il s'agit d'un navigateur web.

Actuellement, et depuis longtemps, c'est le logiciel (propriétaire) de Microsoft, Internet Explorer, qui est le plus répandu, mais sa suprématie est de plus en plus mise à mal par le renard de feu⁶. Autrefois, Internet Explorer était utilisé par 90% des internautes, mais il est aujourd'hui tombé à moins de 60%, tandis que Firefox vient de dépasser les 30%⁷. La raison ? D'abord, la mauvaise qualité de Internet Explorer, qui est réputé pour ne pas respecter les standards du Web⁸, ainsi que pour être une véritable passoire à malwares⁹, ce qui engendre des problèmes de sécurité (la dernière version de IE commence apparemment à remédier à ces problèmes). Mais le succès de Firefox est mérité, grâce à ses qualités propres. En effet, il est relativement respectueux des standards et beaucoup plus sécurisé. Autre avantage non négligeable : il bloque automatiquement les pop-ups, ces fenêtres de pub intempestives qui surgissent n'importe quand.

De plus, il existe tout un tas de petits programmes qu'on peut installer en plus, appelés modules, et qui rajoutent des fonctionnalités souvent bien utiles. Par exemple, Adblock Plus, qui bloque toute la publicité. À la place on a un rectangle blanc. Aaaaah, c'est reposant ! Enfin, pour répondre à une question qui m'a déjà été posée : oui, on a aussi Google sous Firefox !

www.mozilla-europe.org/fr/firefox
(+ la rubrique « modules »)

(NB : Firefox est le plus répandu des navigateurs web libres, mais il en existe en fait une multitude, tels que Iceweasel¹⁰ ou Epiphany.)

Open Office



Open Office est une suite bureautique, équivalent libre du célèbre Microsoft Office (Word, Excel, Power Point...).

On a donc un traitement de texte, un tableur, et puis encore tout un tas de trucs dont je me sers jamais. On a là un logiciel d'une qualité identique à celle de son concurrent propriétaire et on y retrouve les mêmes fonctions, et aussi les mêmes trucs qui m'énervent, d'ailleurs. Il est également capable de lire les fichiers Word (.doc) et Excel (.xls)¹¹, pour une transition en douceur !

fr.openoffice.org

VLC Media Player



VLC est un lecteur multimédia, qui permet de lire des fichiers audio et vidéo. Sa particularité est qu'il intègre les codecs nécessaires à la lecture de la plupart des formats audio et vidéo. Si vous avez des soucis pour lire une vidéo, VLC sera probablement capable de le faire.

www.videolan.org

Gimp



Gimp est un logiciel de traitement d'images, permettant de faire du dessin, de la retouche de photos, du montage, etc. Il propose un très grand nombre de fonctionnalités, et est donc peut-être un peu difficile à prendre en main, mais une fois passé ce cap, c'est un outil très puissant. Il faut cependant reconnaître qu'il est encore un peu en retard sur Photoshop, son concurrent propriétaire utilisé par les professionnels, notamment parce qu'il ne gère pas la séparation des cou-

leurs en quadrichromie (ce qui est nécessaire dans le domaine de l'imprimerie). Mais pour une utilisation personnelle, il est très largement suffisant. Pour aider à l'apprentissage de Gimp, il existe de nombreux tutoriels sur Internet.

www.gimp.org

Inkscape



Inkscape est un logiciel de dessin vectoriel. Je l'avais par exemple utilisé pour réaliser les cartes du numéro 1 de *Klask ha destruj*. Inkscape est un peu dans la même situation que Gimp : son équivalent propriétaire et professionnel (et cher !), Illustrator, est plus pratique et plus avancé. On peut surtout reprocher à Inkscape la manière dont est géré le texte, qui est vraiment très sommaire. Là j'ai vraiment été embêté de ne pas avoir plus de fonctionnalités. Pour le reste, ce logiciel permet de produire des dessins très évolués, et on peut supposer que ses quelques points faibles seront corrigés à l'avenir.

www.inkscape.org

Scribus



Scribus est un logiciel de mise en page, qui permet de réaliser la maquette de livres, de tracts, d'affiches... et bien sûr de fanzines ! Ses concurrents propriétaires sont Xpress et Indesign (pour les professionnels) et Publisher (pour les particuliers). Commençons par le principal défaut : il manque vraiment de stabilité, et quelques bugs sont présents çà et là ; il est plutôt lourd et met parfois un peu longtemps à accomplir certaines tâches. Autre défaut : la gestion de la typographie n'est pas géniale, notamment en ce qui concerne les césures. Mais bon, avec un minimum de patience, on arrive à s'en sortir. La preuve, le superbe fanzine que vous avez dans les mains est mis en page avec ! Ha ha !

www.scribus.net

Edit : En me relisant, j'ai l'impression d'être un peu sévère avec les trois logiciels précédents, alors que je suis sensé les promouvoir. Mais ça me paraît important de présenter les choses telles qu'elles sont. J'ai tendance aussi à voir surtout les points négatifs, les points positifs me paraissant aller de soi. Et au final, ces logiciels me permettent largement de faire ce dont j'ai besoin. Dans la mesure du possible, je préfère utiliser du libre, et ce n'est pas quelques fonctionnalités qui ne sont pas (encore) disponibles qui me feront payer (ni même pirater) les logiciels propriétaires dont j'ai parlé ci-dessus.

GNU/Linux

GNU/Linux est un système d'exploitation libre. On entend souvent son nom abrégé en Linux tout court, mais il est plus correct de dire GNU/Linux, car il est composé de deux éléments. D'un côté, nous avons donc Linux,

BORN TO FRAG



qui est le noyau du système, tandis que GNU est un ensemble d'outils nécessaires au fonctionnement du système. Je ne développe pas, car ce n'est pas très important pour une utilisation courante¹². GNU/Linux est une évolution d'Unix, un système d'exploitation très réputé des années 70. Le mot Linux vient du prénom de son créateur Linus Torvalds, mais signifie également *Linux Is Not Unix*, tandis que GNU signifie *GNU is Not Unix*. Quelle imagination !

GNU/Linux se décline ensuite en de nombreuses distributions. Une *distribution* est une manière de faire fonctionner et de présenter le système, et qui inclut un ensemble de logiciels prêts à installer. Il en existe un grand nombre, qui proposent chacune une orientation particulière : certaines sont spécialisées pour la musique ou pour le domaine scolaire, certaines permettent une maîtrise totale du système mais sont difficiles à utiliser, tandis que d'autres sont orientées grand public, etc¹³. Ce sont ces dernières qui nous intéressent, et les plus connues ont pour nom Mandriva (<www2.mandriva.com>), Fedora (<fedoraproject.org>) ou Ubuntu (dont je parle un peu plus loin). Il existe également des distributions prévues pour faire fonctionner des vieux ordinateurs, à l'instar de Toutou Linux (<moulinier.net>).

GNU/Linux est réputé pour être beaucoup plus sécurisé que Windows, notamment en raison de son système de gestion de droits, qui ne permet pas de réaliser d'opération sensible sans entrer de mot de passe. Il y a également très peu de virus, en partie grâce à la sécurisation du système, mais aussi, disons-le, parce que GNU/Linux étant encore peu répandu, les créateurs de virus, qui souhaitent faire le plus de dégâts possible, visent plutôt Windows.

Le fait qu'il soit très peu répandu représente

cependant l'inconvénient majeur de GNU/Linux. Quelques chiffres : d'après une étude de XiTi, en février 2009, Windows occupe 93,82% de parts de marché, Mac OS 4,59% et GNU/Linux 1,24%. En raison de cette situation, il arrive que certains fabricants ne se fatiguent pas à rendre compatibles leurs matériels informatiques (cartes vidéo, cartes son, webcam, etc.) avec GNU/Linux. D'où l'intérêt de se renseigner à ce sujet avant l'installation. En général, les matériels vieux de quelques années (voir seulement quelques mois) ne posent pas de problème, car les programmeurs de logiciels libres se chargent d'écrire eux-mêmes les pilotes. De même, les jeux vidéo très connus sont rarement portés sous GNU/Linux et il faut bidouiller pour les faire tourner. Pour le reste, GNU/Linux permet d'accomplir tout ce qu'on demande à un ordinateur : écrire son courrier, écouter de la musique, regarder des films, classer ses photos, surfer sur internet, ~~télécharger illégalement~~¹⁴, etc.

Notons enfin qu'il est tout à fait possible d'installer deux¹⁵ systèmes d'exploitation sur un ordinateur, par exemple Windows et GNU/Linux. Un menu à l'allumage de l'ordi demandera sur quel système d'exploitation on souhaite démarrer. Attention à installer GNU/Linux en deuxième, car Windows, quand on l'installe, prend toute la place sur le disque dur et supprime tout ce qu'il y avait avant. Aimable, n'est-ce pas ?

Ubuntu



Ubuntu est une des distributions GNU/Linux les plus en vogue, et c'est mérité car elle est plutôt facile d'accès. Il est souvent reproché à GNU/Li-

nux d'être très difficile à installer, ça n'est plus vrai aujourd'hui, Ubuntu étant maintenant plus facile à installer que Windows. Bien sûr, il est nécessaire de s'informer un peu auparavant, car l'installation d'un système d'exploitation, quel qu'il soit, est une opération pouvant être délicate. Mais justement, un des gros avantages d'Ubuntu est qu'il existe une documentation en ligne très riche. Citons par exemple le livre *Simple comme Ubuntu*, très sympa et téléchargeable sur <www.framabook.org>, qui fait passer l'installation tout en douceur. J'utilise Ubuntu depuis bientôt deux ans, et n'ai jamais eu de problème majeur. Pour tous les petits soucis et disfonctionnements plus ou moins embêtants (car ça arrive, eh oui, bien fou qui fera confiance à un ordinateur), une recherche sur Internet apporte généralement une solution rapide. Si la doc ne suffit pas, il existe une communauté Ubuntu très active qui pourra vous répondre sur les forums. Pour terminer, un détail intéressant : Ubuntu, comme d'autres distributions, existe en live-CD, c'est-à-dire que vous pouvez lancer le système à partir d'un CD sans rien modifier sur votre ordinateur. Idéal pour voir à quoi ressemble Ubuntu et vérifier la compatibilité de votre matériel avant de passer à l'installation réelle.

www.ubuntu-fr.org

Debian

Ubuntu est basée sur une autre distribution appelée Debian, un peu plus compliquée à utiliser mais qui reste relativement accessible. Re-



commandée après Ubuntu pour ceux-celles qui veulent mettre un peu plus les mains dans le cambouis.

www.debian.org

Pour finir cette présentation, citons le site <www.framasoft.org> qui répertorie un très grand nombre de logiciels libres classés par thèmes. Quoi qu'on ait besoin, on est presque sûr d'y trouver son bonheur. De plus, le complément <www.framabook.org> propose au téléchargement quelques manuels pour apprendre certains logiciels (OpenOffice, Ubuntu...)

Conclusion

Étant donnée la place très importante qu'a acquise l'outil informatique dans nos vies, il me paraît essentiel d'y prêter attention et de le maîtriser au moins un minimum. Les logiciels libres peuvent être une réponse à cette problématique. Certes, cela demande d'y passer parfois un peu de temps, mais je pense que ça vaut le coup. *La route est longue, mais la voie est libre !*

Sources : Wikipedia et ma propre expérience.

Kurunig

1. À condition qu'il ait appris ce langage !
2. Notons au passage que les programmeurs commencent toujours leurs listes par 0. Ces gens-là sont bizarres.
3. Une des principales différences est que les licences de type GNU-GPL obligent à redistribuer le code sous la

même licence, alors que ce n'est pas le cas des licences de type BSD, qui permettent l'utilisation du code même dans des projets non libres.

4. Pour plus de détails, on lira l'article « Le libre est-il politique ? » à cette adresse : <nojhan.free.fr/article.php3?id_article=51>.

5. En me lançant dans cet article, je ne m'attendais pas à devoir utiliser l'expression « impératif de rentabilité ». Je regrette un peu, du coup.

6. Il s'agit en fait d'un petit panda roux.

7. Chiffres de juin 2009, d'après le site <www.pcinpact.com>.

8. Il existe des recommandations émises par le World Wide Web Consortium (W3C) concernant les langages informatiques utilisés sur le Web, afin que tous les navigateurs parlent la même langue et puissent s'inter-comprendre. C'est ça qu'on appelle les *standards du Web*.

9. Un *malware* est un logiciel malveillant, comme par exemple les virus ou les logiciels espions (*spywares*).

10. Iceweasel est en fait une version de Firefox qui applique strictement les principes GNU, pour les « intégristes » libristes.

11. Pas de façon parfaite cependant, car les formats .doc et .xls sont des formats fermés, donc OpenOffice doit bidouiller pour les ouvrir.

12. Et comme ça, ça m'évite de devoir avouer que j'ai pas tout compris au truc ! Hé hé !

13. Il existe même une Ubuntu Christian Edition et une Ubuntu Satanic Edition ! Entre les deux mon cœur balance...

14. Télécharger illégalement, c'est MAL, m'voyez.

15. Ou plus ! (Moi j'en ai trois.)

Illustrations :

Tux : domaine public (auteur : Jan Vansteenkiste).

Gnu GNU : copyleft Victor Siame.

Logo OpenSource : CC:BY Wikimedia Commons.

Richard Stallman : CC:BY Chrys.

Logo FSF : CC:BY-SA Li Jiang.

Logo Firefox : © Anthony Piraino, d'après Jon Hicks.

Logo OpenOffice : GNU-GPL.

Logo VLC : GNU-GPL Richard C.G. Øiestad.

Logo Gimp : domaine public.

Logo Inkscape : CC:BY-SA Dagibit & Andy Fitzsimon.

Logo Scribus : GNU-GPL Scribus team.

Born to frag : domaine public.

Logo Ubuntu : marque déposée.

Logo Debian : domaine public.

STEGANOGRAPHY

or the art of hiding information (use the tools, part 2)

Since the beginning of time, the process of hiding things has been involved in countless domains of social interactions, and for any purposes (strategic, economical or political for example). No need to further explain the benefits of understanding up to date technological tools, that help to keep your secret... really secret! In *KHD* #2, we briefly saw how to hide your requests to the web, by sitting behind an anonymous proxy; in a next edition, we will see how to securely cypher your data or conversations through state of the art mathematical tools (asymmetrical cryptography). Even if cryptographic techniques are a secure way to reach strong guaranties of privacy, by making things unreadable for unattended people, the simple fact for an entity (hacker, State...) to see that you are using crypto to write to your friends or particular social groups (that may also already be watched by authorities) can make this entity believe that something is done against him or whoever. In other words, the use of encrypted messages or communications, transmitted through watched networks like the Internet (or even cell-phone networks), can put you on the suspicious side. "Why would I have to hide, I am a honest citi-

zen!" is the stupid argument that you hear every time you argue against a massively controlled society.

Now think about exchanging pictures or music with some other people, or even simply make this data available somewhere on the web (e.g. social networks or webpage). Is not that common? Actually it is absolutely so; the web 2.0 is based on such a participating behavior. OK, the subversive and very powerful thing is that you can hide information (message, pictures or whatever you want) in those "normal looking" files, without anyone can notice the difference between the original file, and the file modified with the addition of your data. Not bad hey? The base key point for this is that human perception is imperfect. A slight variation in some particular colors (like gray), or sound frequencies (like bass), cannot be distinguished by human eye or ear. This technique that slightly modifies files to embed extra information in them is called steganography. To be able to decode, as the mass of online information in them is infinitely huge (the needle in the haystack somehow), you need to know in which file, and exactly where (at which bits) things have been changed.

Practically speaking, you need to install a special software to encode and decode data (simply type something like "steganography software" in a search engine to find one); second step is to take your secret file – say a text file with your plans to free Breizh – and a benign file – say a picture of naked Carla Bruni. The software then gives you as an output the same little slut, with apparently no difference (same tits and everything). Note that it also works if you take any song of her: it still remains terrible; as I said nothing is noticeably modified (unfortunately maybe in this precise case). Your friends can decode the message by getting your modified file and applying the reverse process, with the original file. Some software do not need the original file, but a key instead, which basically tells the software exactly where the modifications have been made.

You can of course put an encrypted message into a benign file too, in order to combine best of both worlds, turning little things to a hellish thing to uncypher...

Enjoy.

Taliesinn

SHELL TO SEA !

Dek vloaz zo pe un tamm ouzhpenn oa bet kavet un dachenn petrol ha gas naturel e kornôg Bro Iwerzhon, 80 km deus aochoù Co. Mayo. Abaoe eo bet savet ar raktres kentañ evit gellet gwerzhañ lod deus ar gas-mañ. Ne vo ket labourer war ar mor evel e c'hellomp soñjal met war an douar 'ni vo. Ur pipeline 'day 'maez deus ar mor en Bae Broadhaven evit tremen war douaroù lec'h zo tud o chom hag e 'h ay betek ur pure-rezh, un uzin evit puraat ar gas goude un hentad nav kilometr 'maez an dour. Met evel-just an dra-se n'eo ket evit plijet d'an dud o vevañ 'ba'r c'horn bro-mañ a vez graet Erris diontañ, ha stourmet vez gante evit ampech ar raktres da dont a-benn. Ur stourm pemdeziek etre tud ar vro ha Shell. Hag ur stourm aet war greñvaat goude ma oa bet lakaet 5 den hag a nac'he 'dre-menfe ar pipeline war o douaroù en prizon : emgavioù war lec'h al labourioù evit herzel anezhe, labourerien ar chantier a-gevret gante a-wechoù... Sed aze lañset an oberennoù. Graet al liamm ivez etre ar boblad o vevañ an dra-se ha tud war an enezenn a-bezh bodet 'ba komiteioù evit stourm asambles.

Met en tu-hont da se, ba'r vro a-bezh zo reuz gant an afer-se kar ar gas hag ar petrol bet kavet zo bet kazi roet d'an embregerezhioù digant ar gouarnamantoù. Ha soñjet vez barzh an arc'hant-se o vont da lec'h all pa 'h eo aet d'an traoñ ekonomiezh ar vro...

Komprenet 'peus, amañ zo afer miliardoù a euroioù (ha n'eo ket un' pe daou met kantadoù !!), gant se buhezioù tud hag an natur dalv ket kalz. Hag an dra-se zo bet komprenet buan tre 'ba Erris, an dud 'deus klasket goût hiroc'h war piv oa fas dezhe. Sed aze penaos int deuet da liammañ o stourm gant hini an Ogoni-land. Ar bobl Ogoni a vev 'ba Nigeria, war delta ar rinier Niger, lec'h emañ Shell o tennañ petrol en un doare mezhus. N'om gavet eo petrol



war douaroù labourer gant an Ogoni hag ivez barzh an dour vez evet gante. Hag a-enep da se stourmerien Ogoni oa o c'houl vije naetaet gant Shell ar pezh o doa saotret hag ivez 'h ar-rife lod deus an arc'hant graet gante d'an Ogoni. Respont ar gouarnamant gant souten Shell oa prizoniañ nav den ha lazhañ anezhe (en o zouesk Ken Saro-Wiwa). Tout-se zo gouvezet mat gant an dud o stourm en Bro Iwerzhon. E-touesk an darvoudoù aozet evit derc'hel soñj deus an dud lazhet en Nigeria 'blam d'ar c'hoant gounit tro-dro d'ar petrol, eo bet pedet tud deus ar vro-se a zo 'c'houl bod ba'r Stad iwerzhonat. D'an abardeiz oa bet dizoloet ur freskenn vras gant ur varzhoneg skrivet gant Ken Saro-Wiwa troet en iwerzhoneg. Ha deus noz oa bet graet ur veilhadeg tro-dro da sevenadurioù an div vro.

Meur a-wech zo bet kaset kantoù a boliserien 'ba Erris pa vije oberennoù bras evit herzel ouzh al labourioù da genderc'hel, setu vije gwelet linenoù poliserien evit da skwer lakaat ar c'hamionoù da vont betek lec'h ar pure-

rezezh. Ar polis a labour evit Shell. Met Shell e-unan neus graet marc'had gant IRMS, un embregerezh surentez, ha sed aze kaset 156 den evit o'r war dro lec'h al labourioù. Evel-se oa ur skipailh 10 dionte aet da gannañ Willie Corduff (un' deus ar pemp bet prizoniet) a oa 'n om lakaet (staget) dindan rodoù ur c'hamion deus noz pa oa ket 'met e vreur kaer chomet gantañ.

En miz Even tremenet oa koulz al labourioù mor evit Shell, deuet oa ur vag ispisial-tre evit lakaat ar pipeline 'ba foñs ar mor. Ha pesketaerien ar vro oa 'klask diaesaat al labourioù gant o bigi. Met kerzh an noz oa pignet pevar den war bag Pat O'Donnell evit kas anezhañ d'ar foñs.

Evel-just vez kavet paotred a galite 'tousk ar 156 ! Un' (Michael Dwyer) zo bet lazhet gant polis Bolivia hag a oa o vont war-lerc'h ur strollad faskourien. Michael a oa lod deus ar strollad-se, lakaet barzh o soñj lansañ ur brezel. Tri den all oa 'labourat evit Shell oa aet gantañ da Bolivia...

Ur stourm kreñv an hini eo e vez 'ba Erris. Gant doareoù interesant da vont a-enep d'un embregerezh bras hag a zo kustum da dont a-benn da gaout ar pezh 'deus c'hoant.

Bop hañv vez aozet ur c'hamp (Rosspport Solidarity Camp) evit degemer tud deus un tamm poplec'h hag a zo kontant da dont da n'om lakaat ba'r jeu gant tud ar vro oc'h aozañ oberennoù, kaozadennoù hag ur bern treoù all c'hoazh... Shell to sea !!

*Manolis ar C'hasolis,
diwar testennoù
ar Rosspport Solidarity Camp,
Shell to Sea hag Indymedia Ireland*

Depuis 10 ans des projets d'extraction de pétrole et de gaz sont envisagés dans l'Ouest de l'Irlande. Et un projet d'extraction de gaz se construit dans le comté de Mayo, un projet où le gaz est traité à terre après avoir parcouru des kilomètres dans un pipeline. Le pipeline traverse une zone habitée ce qui évidemment révolte la population locale. S'engage alors un réel combat entre une communauté rurale et l'entreprise Shell.

Rapidement ils comprennent qu'ils ont à faire à une entreprise qui méprise l'homme et la nature et lient leur combat avec celui du peuple Ogoni qui meurt des agissements quotidiens de Shell au Nigéria.

C'est aussi un réel déploiement sécuritaire qui est mis en oeuvre dans une zone rurale en l'apparence bien paisible, des centaines de policiers sont obligés de garantir la bon déroulement des travaux. Shell a aussi recourt à une entreprise de sécurité privée aux agissements et au personnel bien particuliers...

SEA SHEPHERD

War linenn-dan an oberoù eeun evit delc'hen buhez ar mor

Krouet oa bet Sea Shepherd Conservation Society (*sea shepherd* = maeser ar mor) e 1977 gant Paul Watson, hemañ bet e-touesk saverien Greenpeace e 1971. Ur gevredigezh etrevroadel evit difenn ar vuhez gouez b'ar mor eo. N'eo ket he fal gounid arc'hant. Fellout a ra dezhe harzal distruj annez ar vuhez gouez ha he lazhadeg ba meurvioù ar bed, a-benn delc'hen ha diwall an ekosistemoù hag ar spesadoù.

Ensell a ra Sea Shepherd, reiñ titouroù, ha kregiñ e-barzh pa vez ret, dre oberoù eeun nevez o stumm. Fellout a ra dezhe embann war ar groaz ar pezh a vez graet war vor er-maez al lezenn, ha mont a-enep ar jeu-se. Dre diwall bioliesseurter ekosistemoù bresk hom meurvioù e kemer Sea Shepherd perzh er stourm evit ma chomo bev ar rummadoù da dont.

Abaoe 1978 en deus graet Sea Shepherd ouzhpenn 200 beaj b'an darn vrasañ eus meurvioù ar bed, en ur difenn ha saveteiñ al loened-mor a-hed e hent.

Kampagnoù Sea Shepherd

Ar reuniged : Stourmet en deus Sea Shepherd a-enep ar chaseourien reuniged abaoe 1975. A-hed ar c'hart-kantved-se o deus saveteet kantañ doù a viliadoù a reuniged gant meur a feson dic'hortoz. Brudet-mat eo bet ar stourm-se, ha sachet evezh an dud gant se, ar pezh zo ar gammed kentañ war-du kemm ar jeu.

Ar balumed : Abaoe kazi tregont vloaz emañ Sea Shepherd war al linenn-dan evit difenn ar balumed ouzh ar chaseourien dilezenn. Eus ar Japon d'an Island ha d'an Norveji, skipailhoù oberoù eeun Sea Shepherd a diwall ar balumed ouzh al lazhadegoù.

Ar morhoc'hed beg-hir : Meur a wezh en deus stourmet Sea Shepherd war-eeun e-lec'h oa ar morhoc'hed beg-hir e dañjer. E 1982, goude kampagn Sea Shepherd, en deus asantet gouarnamant ar Japon tremen hep drouklazhañ ar begoù-hir b'an Enez Iki.

An Inizi Galapagos : Sea Shepherd a labour b'an Inizi Galapagos b'an Ekwater, asambles gant tud Park broadel ar mor, a-benn krefiavaat ar programoù-saveteiñ hag ar stourm a-enep ar vrakouerien.

Ar rinkined : Sea Shepherd a stourm krefiav



meur a doare evit n'aje ket spesadoù ar rinkined da get. Ouzhpenn kelaouiñ an dud diwar-benn al loened brud fall dezhe-se ec'h a Sea Shepherd da batrouilhañ e-lec'h eo difennet chaseal anezhe, ha da harzal torfedourien industri al lazhañ rinkined, a zo pinvidik-mor.

Istor berraet Sea Shepherd

1979

Miz Meurzh : Ar *Sea Shepherd* oa ar vag gentañ o vont d'ar broioù skornet da difenn ar reuniged. Saveteet oa bet ouzhpenn ur c'hantad a vabigoù reuniged war aod Reter ar C'hannada gant skipailh ar *Sea Shepherd*, o lakaat livaj biolojik n'haller ket diverkañ ouzh o feur, a vije dibosubl da werzhañ neuze. Paket oa bet Watson hag e skipailh goude bezañ lakaet livaj ruz ouzh ouzhpenn ur c'hantad a reuniged.

Miz Gouere : Ar c'habiten Paul Watson oa en em silet b'an oberiadur aozet gant torfedourien etrevroadel evit arc'hantiñ oberoù ar *Sierra*, ur vag-balumata dilezenn. Neuze oa bet kaset ar *Sea Shepherd* war-lerc'h ar *Sierra*, ha kavet oa bet ar vag-balumata brudet-se ba dourioù ar Portugal. D'ar 16 a viz Gouere en doa stoket ar *Sea Shepherd* ouzh ar *Sierra*, div wezh diouzhtu, ha drastet anezhi. Ret oa bet d'ar *Sierra* tec'hout kuit da borzh Leixoes b'ar Portugal. Embannet oa bet an istor-se

b'ar c'hazetennoù ba'r bed a-bezh, ha diskwellet gwalloberoù ar valumaerien hag o darempredoù gant ar Japon hag an Norveji.

1980

Miz C'hwevrer : Dispignet oa bet ouzhpenn ur milion a dollaroù gant kevredigezh-koñvers ar *Sierra* evit dresañ anezhi en-dro. Fellout a rae d'he ferc'henn adkregiñ gant ar balumata e kreiz miz C'hwevrer. Met c'hwitet oa bet war e daol pa oa bet kaset ar vag d'ar foñs gant tri ezel eus Sea Shepherd, hep ma oa bet gloazet den. Gant se e oa achu torfedoù ar *Sierra* da viken.



Miz Meurzh : A-benn ampech skipailh Sea Shepherd da distreiñ da blantañ reuz ba chase ar reuniged e oa bet kaset ar c'habiten Watson d'an toull-bac'h e-pad 10 devezh, tamallet da vezañ lakaet reuz ba chase ar reuniged b'ar C'hannada e 1979.

Miz Ebrel : D'an 28 e oa bet kaset ar bagoù-balumata dilezenn *Ibsa I* hag *Ibsa II* d'ar foñs ba Vigo (Espagn), abalamour oa bet lazhet balumed gante ouzhpenn ar c'hota aotreet.

1986

Miz Gouere : Bet oa ar *Sea Shepherd II* ba Inizi Feroe an Danemark a-benn kaout titouroù ha harzañ chase-sport ar balumed. Pemp ezel a oa bet kaset da gejañ gant ar gouarnamant, met paket oa bet an holl anezhe. Neuze en doa nac'het skipailh ar *Sea Shepherd II* mont kuit deus dourioù ar Feroe hep o c'hamaladed. Respontet o doa tud an Inizi Feroe o tagañ anezhe gant tennoù-fuzuilh ha gas da c'har-mat. Neuze e oa en em difennet ar skipailh oc'h implij kanolioù dour, ha kanolioù karget gant chokolad ha koavenn sitroñs. Gant se e oa bet mezhekaet tagerien ar Feroe, hag ar *Sea Shepherd II* a oa bet kat da vont raok gant titouroù diwar-benn ar balumata. Filmet e oa bet ar jeu-se ha graet un dokumañter, *Black Harvest* e ditl, hag a oa bet skignet war ar BBC, ha gounezet un Award gantañ.

Miz Du : Distroet e oa difreterien Sea Shepherd d'an Island evit stourm a-enep ar balumata dilezenn. Div diwar peder bag-balumata an Island a oa bet kaset da foñs porzh Reykjavik gant ijinourien Sea Shepherd. Distrujet oa bet gante an uzin a rae war-dro ar balumed lazhet ivez. Gant se e oa bet harzet koñvers ar balumed en Island e-pad 16 vloaz. Embannet e oa bet an istor-se war bajenn gentañ ar c'hazetennoù tro-dro ar bed.



1991

Miz Genver : Ar *Sea Shepherd II* en doa kejet gant an *Tungui*, ur vag-touneta eus ar Meksik, e-tal aodoù ar Guatemala. E roued-stlej a oa b'an dour ha morhoc'hed beg-hir e-barzh, o klask mont kuit en aner. Goulennet groñs en doa ar c'habiten Watson d'ar Veksikaned dieubiñ ar begoù-hir. Ar re-se o doa nac'het, ha neuze e oa aet ar *Sea Shepherd II* a-benn en *Tungui*. Dieubet e oa bet ar begoù-hir. Trugarekaet e oa bet Sea Shepherd gant gouarnamant ar Guatemala evit bezañ graet se.

1992

Miz Even : Lavaret en doa ar c'habiten Watson da vediaoù an Norveje e vije taget gant Sea Shepherd Conservation Society forzh peseurt bro na doujfe ket ouzh reolennoù an International Whaling Commission (Komision etrevroadel diwar-benn ar balumata).

D'ar 26 a viz Kerdu : Goude bezañ taolet evezh e-pad mizvezhioù a oa bet ar c'habiten Watson ba Norzh an Norveje a-benn klask bagoù-balumata dilezenn. Kaset e oa bet ar vag-balumata an *Nybraena* d'ar foñs ba ur porzh eus an Inizi Lofoten d'an deiz goude Nedeleg. « An dra-se zo ur prof Nedeleg d'ar balumet » eme Sea Shepherd b'ar c'hazetennoù.

1994

Miz Even : Tarvet oa bet div wezh bag Sea Shepherd a vez graet *Whales Forever* diontañ, gant ar pal lakaat an tan e-barzh. Ne oa ket bet kalz tra ar wezh kentañ, met an eil gwezh en doa tarzhet keflusker ar vag ha kalz freuzioù a oa bet.

1995

Miz Eost : An Indianed Makah eus Neah Bay (stad Washington) o doa embannet o doa droed da chaseal ar balumed gris eus Kalifornia, hervez trete 1885 sinet gant ar Stadoù-Unanet. Hervez ar pezh a lavarent o doa c'hoant da adkavout o sevenadur hag o spere-delezh. Lavaret o doa e felle dezhe kregiñ gant koñvers ar balumed en-dro ivez. Ouzhpenn daouzek meuriad eus an aod-se o doa embannet da heul e vijent krog da chaseal ar balumed en-dro ma vije asantet bolontez an Indianed Makah. Bet oa Sea Shepherd eno di-baouez hag aozet ur c'hampagn b'ar mediaoù gantañ. Gant se ne oa ket bet kaset goulenn ar 'Makahed d'ar C'homision etrevroadel diwar-benn ar balumata gant gouarnamant ar Stadoù-Unanet.

1999

Miz Ebrel : Sea Shepherd en Alamagn en doa lakaet Aldi, unan eus brasañ skignerien-boued Europa, da asantiñ tremen hep labourat gant an Inizi Feroe, ken na vo ket paouezet gante da drouklazhañ ar begoù-hir pilot gant digarez an hengoun.

2000

Miz Genver : Skuilhet oa bet ouzhpenn ur milion a litrad petrol ba bae Rio de Janeiro ha



b'ar gwernioù tro-dro, abalamour d'ur pipeline torret eus Petrobras Oil Company. Neuze e oa bet aozet gant tud a youl vat Sea Shepherd al labour saveteiñ al loened gloazet.

2008

Eus miz Genver da viz Meurzh : Bet e oa bag Sea Shepherd a vez graet *Steve Irwin* diontañ war aod an Antarktik div wezh a-benn mont a-enep ar chaseourien balumed dilezenn eus ar Japon. Skoet oa bet amann war bont ar bagoù-balumata evit lakaat diaes ar chaseadenn. Respontet o doa gwardoù-aod ar Japon gant grenadennoù ha tennoù-fuzuilh, ha gloazet oa bet tri den eus Sea Shepherd, Paul Watson en o zouesk. Ouzhpenn 500 balumet oa bet saveteet koulskoude, ha flodad ar Japon en doa kollet arc'hant e-leizh.

2010

Miz Genver : Kaset e oa bet an *Adi Gil*, trimaran Sea Shepherd, d'ar foñs gant ar *Shonan Maru No. 2*, ur vag-balumata eus ar Japon.

Miz C'hwevrer : Deuet e oa skipailh Sea Shepherd a-benn da ampech ar bagoù-balumata eus ar Japon da lazhañ balumed e-pad meur a devezhioù.

Da c'houzout : abaoe tregont vloaz n'eus bet lazhet den, na gloazet den memes, gant Sea Shepherd.

Troet diwar lec'hienn Sea Shepherd gant Kurunig

www.seashepherd.org
www.seashepherd.fr

ÉTAT D'EXCEPTION AU PAYS BASQUE

Le « problème » basque, qui existe depuis plusieurs décennies, prend actuellement une tournure dramatique de par le durcissement et l'ampleur de la répression engagée conjointement par les pouvoirs espagnols et français pour museler le nationalisme basque, et plus précisément la gauche indépendantiste dite *abertzale*. Dans cette situation inique, véritable état d'exception que nous allons tâcher de décrire et d'expliquer, la lutte anti-terroriste contre ETA est le paravent qui permet de harceler et de criminaliser une large frange de la population basque, et ceci de part et d'autre de la Bidasoa (rivière marquant la frontière entre l'Espagne et la France). Alors qu'au Pays Basque nord (*Iparralde* en basque), dit « français », les interpellations en nombre de militants politiques ou culturels sont devenues monnaie courante depuis plusieurs mois, au Pays Basque sud (*Hegoalde* en basque), dit

« espagnol », la gauche indépendantiste est en proie à une répression qui atteint un niveau de violence particulièrement inquiétant.

Le silence médiatique

Lorsque les médias s'intéressent au conflit basque, c'est invariablement pour relever les actions d'ETA (attentats, assassinats) ou les succès de la lutte anti-terroriste (arrestations de militants, découvertes de caches, etc.) Le terrorisme d'ETA et la couverture qu'en font les médias est le prisme déformant par lequel le monde extérieur appréhende la situation au Pays Basque. Le reste est passé sous silence : l'état d'exception inique, les multiples actes répressifs, les atteintes aux Droits



Manifestation interdite sur le point d'être dispersée par les forces anti-émeutes.

de l'Homme. Tout ceci reste inconnu, que ce soit en France ou en Espagne, et a fortiori ailleurs dans le monde. C'est un fait, le conflit se joue quasiment à huis clos et le traitement médiatique qui en est fait est un obstacle à une réelle compréhension.

Comment expliquer ce filtrage médiatique ? Les principales raisons sont vraisemblablement à rechercher dans les caractéristiques intrinsèques des presses espagnole et française. La presse espagnole se caractérise ainsi par son nationalisme, plus ou moins fort et affiché, à l'image des principaux partis politiques (voir les socialistes du PSOE et les conservateurs du PP réalisant un front commun espagnoliste pour mettre la main en avril 2009 sur la communauté autonome basque). De même, la presse espagnole, qu'elle soit de gauche ou de droite, forme-t-elle bloc autour de la défense de l'intégrité territoriale de l'Espagne et n'a pas de mot trop dur pour qualifier les velléités d'indépendance des Basques et des Catalans. Le traitement du conflit par les médias espagnols est donc d'emblée totalement partisan. Or ce sont ces médias qui sont ensuite repris par les médias français et étrangers. L'exemple de *Courrier international*, hebdomadaire français reprenant des articles de la presse internationale, est particulièrement significatif. Entre mai et juillet 2008, nous avons relevé, soit dans l'hebdomadaire, soit sur son site internet, 9 articles, tous traduits de la presse espagnole, avec au moins une occurrence du mot « basque » : 5 articles sur ETA, dont 2 expliquant son fonctionnement interne et 3 condamnant ses actions, 1 article témoignant de la peur des *Guardias Civiles* au Pays Basque (!?, on aura l'occasion plus bas de reparler de ces pauvres policiers apeurés), 2 articles évoquant la fierté d'être espagnol, et 1 article à propos d'un manifeste pour un retour à la primauté du castillan... On voit clairement les tendances qui se dégagent et que



Administrativement, la situation est radicalement différente entre le Pays Basque nord et le Pays Basque sud. Côté français, le Pays Basque et les trois provinces historiques qui le composent (Labourd, Basse-Navarre et Soule) n'a plus aucune existence administrative depuis la Révolution de 1789, ayant été englobés dans le département des Pyrénées-Atlantiques. Ceci explique que la revendication du département basque ait été importante ces dernières années. Côté espagnol, le Pays Basque sud est divisé en deux entités bénéficiant d'une autonomie très élargie : la Communauté autonome d'Euskadi (avec les provinces de Bizkaia, Gipuzkoa et Araba) et la Communauté forale de Navarre. Leurs pouvoirs sont très importants, en comparaison des régions françaises (enseignement à tous les degrés, police, autonomie de gestion financière...)

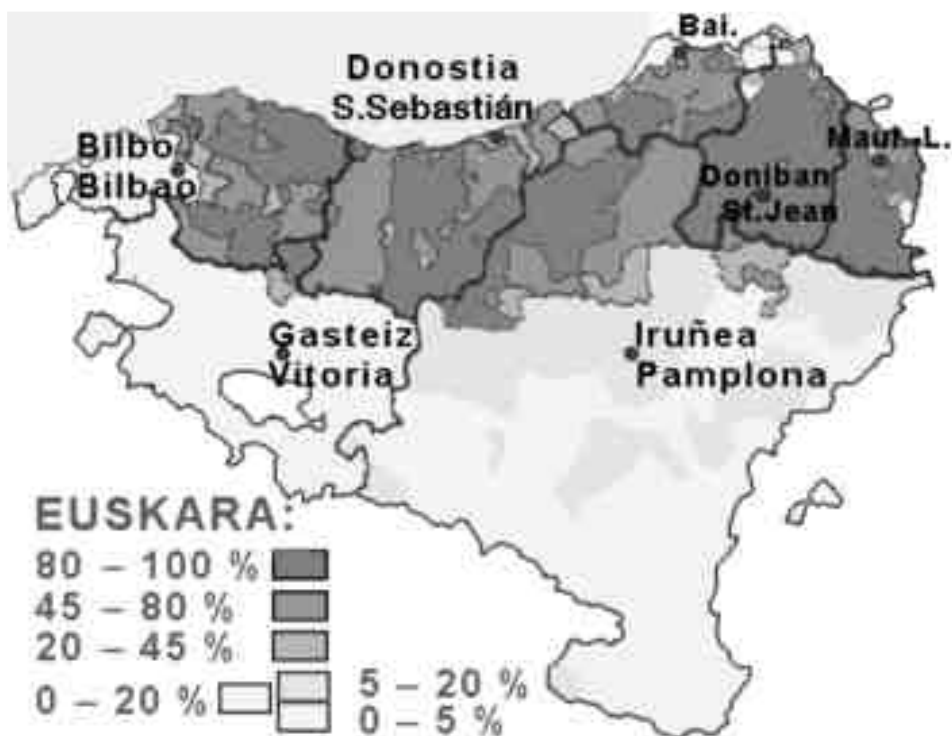
colporte *Courrier international* : légitimation de l'Espagne *Una y Grande*, valorisation de l'identité espagnole, conflit basque résumé aux 800 victimes d'ETA et à la lutte anti-terroriste. Ceci sans jamais évoquer le contexte de répression. Le fait que la presse française soit à l'unisson avec la presse espagnole n'est de toute façon pas si étonnant que cela, étant entendu que l'une comme l'autre sont formatées dans le même moule de l'État-nation Un et Indivisible, et font preuve d'une même incompréhension, si ce n'est hostilité, devant l'idée de séparatisme.

Dans ces conditions, la médiatisation partisane du conflit ne permet aucune compréhension de la situation actuelle. Bien au contraire, la méconnaissance est la règle et devient le support d'idées reçues et de jugements à l'emporte-pièce, réduisant la complexité de ce conflit séparatiste à un « juste combat contre le terrorisme ». Le plus intolérable est que les médias, en passant sous silence l'état d'exception et la répression brutale qui s'abattent sur tous ceux qui revendiquent pour Euskal Herria le droit à prendre son destin en main, ferment les yeux devant les atteintes aux droits de l'homme commises par les autorités espagnoles et françaises sous prétexte de lutte anti-terroriste, et leur laisse ainsi tout le champ libre.

Un conflit ancien

Le conflit actuel plonge ses racines dans l'histoire de la construction des États espagnol et français, et dans la résistance des Basques à la dilution de leur spécificité dans ces vastes ensembles. Ainsi, à la perte des libertés provinciales basques que représentent la Révolution française et les guerres carlistes espagnoles du XIX^e siècle, et aux tendances centralisatrices qui en découlent, répond l'émergence du nationalisme basque en *Hegoalde* à la fin du XIX^e siècle. Son développement rapide permet au Pays Basque sud (sans la province de *Nafarroa*, la Navarre) d'obtenir une première autonomie en 1936, sous la toute fraîche République espagnole. La prise du pouvoir par les franquistes en 1939 marque une nette rupture, avec la répression militaire généralisée contre les Républicains, et l'oppression sévère contre l'identité basque qui va peu-à-peu se mettre en place. C'est dans ce contexte étouffant de dictature fasciste que la résistance s'organise dans la société basque, ETA (*Euskadi ta askatasuna*, Pays Basque et liberté) naît en 1959. Ses sources d'inspiration sont dès le départ l'anticolonialisme et les luttes de libérations nationales, avec une connotation marxiste qui va en s'affirmant. Après plusieurs années d'activisme non-violent, l'organisation passe à l'action armée dans le courant des années 1960, et connaît quelques coups d'éclats retentissants comme l'assassinat en 1973 de l'amiral Carrero Blanco, successeur désigné de Franco, événement qui contribue à précipiter la fin du franquisme.

L'avènement de la démocratie, loin de marquer une complète rupture avec la dictature franquiste, ne répond pas aux aspirations



Répartition géographique de la pratique du basque (euskara) aujourd'hui.
(http://campusvirtual.unex.es/cal/epistemowikia/index.php?title=Idioma_vasco)

d'ETA et d'une large frange de la société basque. En effet, certains aspects rédhitoires de la constitution espagnole de 1978, jugée comme capitaliste et anti-ouvrière, vont justifier la poursuite de la lutte armée : l'indivisibilité de la nation espagnole est affirmée, l'armée garde une fonction politique, le pouvoir de l'Église catholique est maintenu, les femmes restent sous tutelle... Seuls 24% des suffrages de Bizkaia, Gipuzkoa et Araba (les trois provinces qui formeront la future Communauté autonome d'Euskadi) y seront favorables fin 1978. L'autre problème majeur pour la gauche indépendantiste est le fait que le nouveau statut d'autonomie de 1979, pourtant très élargi, ne concerne pas la province de *Nafarroa* (Navarre), qui se retrouve ainsi en dehors de l'ensemble basque. La violence armée, loin de diminuer pendant la transition démocratique, va au contraire s'intensifier à la fin des années 1970 et dans les années 1980, pour s'inscrire durablement dans la vie politique basque et espagnole. ETA et l'État espagnol se rendent coup pour coup : attentats contre les forces de sécurité ou les intérêts économiques espagnols, militants basques torturés (parfois à mort) ou liquidés par des groupes para-policiers (BVE, GAL...)

Le cycle de violence terroriste et de répression étatique se poursuit mais perd en intensité dans les années 1990, avec des périodes de négociations comme en 1989 et surtout un premier cessez-le-feu d'ETA en 1998. L'espoir est grand à cette occasion de voir se terminer le conflit, étant donné que 23 organisations basques (représentant tout le spectre politique basque) signent cette année-là un accord, dit de Lizarra, pour qu'une solution politique soit trouvée, sur la base du droit du peuple basque à décider de son avenir. Ce texte démocratique est repoussé par les partis espagnolistes

(PSOE et PP) qui ne peuvent accepter l'idée de droit à l'autodétermination. ETA met fin à son cessez-le-feu 14 mois plus tard, en décembre 1999, arguant du fait que le premier ministre Aznar, de droite, n'a accompli aucun geste significatif en faveur du rapprochement des prisonniers (qui est une revendication particulièrement importante pour la majorité des Basques, cf. infra), mais a bien au contraire poursuivi une politique de répression policière, avec le calcul qu'un conflit de faible intensité ne peut que favoriser le nationalisme espagnol et le maintien au pouvoir de son gouvernement.

Dans les années 2000, ETA ne cesse de s'affaiblir sous les coups de boutoir des forces de sécurité françaises et espagnoles, mais garde toujours une certaine capacité de frappe. Le cessez-le-feu de 2006, sous l'ère du premier ministre socialiste Zapatero, ne fait pas long feu non plus, le climat de répression se poursuivant pendant les quelques mois de trêves (cf. infra, Iñaki de Juana). L'attentat à l'aéroport de Madrid, en décembre 2006, qui fait deux victimes malgré les appels à évacuer, marque le retour des actions terroristes sanglantes, avec notamment plusieurs assassinats, et en parallèle une traque policière des *etarras* (militants d'ETA) toujours plus efficace.

L'indépendantisme basque aujourd'hui

La base sociale d'ETA au Pays Basque sud est la frange de la population de sensibilité *abertzale*, c'est-à-dire de gauche et indépendantiste. C'est contre elle, et les organisations qui en émanent, que s'acharnent actuellement les autorités espagnoles. Pendant longtemps, c'est le parti Batasuna qui a été le flambeau de ce courant nationaliste radical, avant que des interdictions répétées ne le contraignent à changer de nom plusieurs fois. Plusieurs autres par-

tis nationalistes, modérés ceux-là, coexistent, allant du petit parti de gauche Aralar jusqu'au puissant parti de centre-droit PNV, au pouvoir de 1979 à février 2009 dans la Communauté autonome basque. Ces partis condamnent ETA mais sont néanmoins favorables à un processus d'autodétermination. Leur poids électoral approche les 50% dans la Communauté autonome d'Euskadi, et les 25% en Nafarroa. Les deux principaux partis espagnolistes, les socialistes du PSOE et les conservateurs du PP (et son avatar UPN en Nafarroa, au pouvoir actuellement), complètent le panorama politique au Pays Basque sud.

En résumé, deux lignes de fracture scindent la société basque, et donc son spectre politique : ceux qui condamnent ETA (les partis espagnolistes et les partis nationalistes basques modérés) et ceux qui ne le font pas (la gauche radicale *abertzale*) ; ceux qui sont favorables à l'autodétermination (l'ensemble des partis nationalistes basques) et ceux qui la refusent (les partis espagnolistes).

On évalue généralement le poids de l'*abertzale* favorable à ETA à 10% de l'électorat, ce qui représente environ 200 000 personnes en Hegoalde, sur 2 millions d'habitants. Ces chiffres globaux masquent cependant une réalité spatiale plus complexe. En effet, l'implantation géographique de l'indépendantisme, loin d'être équilibrée sur l'ensemble du territoire basque, est plutôt fonction de facteurs sociolinguistiques, et notamment de la pratique de la langue basque. Ainsi, dans toute la partie sud du Pays Basque, là où l'*euskara* n'est historiquement plus pratiqué et où le castillan domine, l'indépendantisme de gauche, et le nationalisme basque en général, est faible. Bien au contraire, ce sont les partis espagnolistes qui y dominent. En revanche, dans l'aire où la langue basque reste très vivante, c'est-à-dire le nord-est de la province de Bizkaia, l'en-

semble de Gipuzkoa (où 50% de la population est bascophone¹) et le nord de Nafarroa, les fiefs indépendantistes sont nombreux, et la plupart des villes et villages sont tenus par des nationalistes, modérés ou de la gauche indépendantiste. Dans certains villages minuscules de montagne par exemple, il est courant que les partis nationalistes, et parfois la gauche radicale, obtiennent 100% des voix aux élections. Dans cette zone, véritable cœur du Pays Basque, les partis espagnolistes sont largement minoritaires. Il apparaît ainsi de façon claire que le territoire bascophone est le bastion de l'indépendantisme radical, et du nationalisme basque en général. Une enquête sociolinguistique de 1996, menée par le gouvernement autonome basque, permet d'expliquer cette congruence en mettant en évidence la corrélation entre pratique de l'*euskara* et rejet de l'identité espagnole (et donc logiquement, l'adhésion au nationalisme basque) : 78% des bascophones se considèrent basques, mais pas espagnols².

Dans une société basque très politisée, l'indépendantisme de gauche est extrêmement dynamique, particulièrement dans ses bastions bascophones. Ainsi, les manifestations et les actions en faveur des prisonniers sont très régulières et réunissent des milliers, voire des dizaines de milliers de personnes. La jeunesse est massivement conscientisée et se mobilise activement pour l'indépendance du Pays Basque, tout en s'investissant dans de nombreuses luttes progressistes (féminisme, écologisme, internationalisme...). Chaque ville, chaque village, a sa *gaztea asanblada* (assemblée de jeunes) qui organise concerts, repas, tournois de foot, projections-débats, manifestations, actions en faveur des prisonniers, etc., tout cela dans une omniprésence de slogans politiques affichés en basque. Très souvent, ils occupent un espace autogéré, le *gaztetxe* (maison des

jeunes). Le Pays Basque en comptait 135 en 2005. Le syndicalisme spécifiquement nationaliste est lui aussi très vigoureux, avec des centrales comme ELA (106 000 affiliés en 2006) ou LAB, émanation de la gauche radicale, qui sont les plus importantes du Pays Basque, devant les grandes centrales espagnoles.

L'état d'exception actuel

La répression du mouvement *abertzale*, en parallèle à la lutte contre ETA, est une constante au Pays Basque depuis le franquisme. Néanmoins, l'ampleur et la violence de l'acharnement étatique actuel témoigne du franchissement d'un nouveau palier. C'est indubitablement à un véritable déchaînement qu'on assiste, mené sous la bannière de l'antiterrorisme, et qui met en jeu un imposant appareil politico-judiciaire : sur le terrain, police autonome basque (*Ertzaintza*) et gendarmerie espagnole (*Guardia Civil*), et comme donneurs d'ordres les gouvernements espagnol (dirigé par le PSOE) et basque (dirigé pendant 30 ans par le PNV, et depuis février 2009 par le PSOE), ainsi que la justice espagnole (*Audiencia Nacional*, en charge des affaires terroristes, et Tribunal suprême espagnol). Cet état d'exception, dont le but officiel est de saper le soutien à ETA, prend dans les faits l'allure d'une arme terrifiante pour museler et criminaliser la gauche radicale.

La question des prisonniers politiques basques, symptomatique du durcissement répressif, est devenue cruciale au fil de l'évolution du conflit. En témoignent les ruptures par ETA des cessez-le-feu de 1998 et 2006, motivés en grande partie par l'absence de mesures en faveur des prisonniers. À l'opposé du conflit nord-irlandais, résolu à la fin des années 1990 en grande partie grâce à de larges mesures d'amnistie, aucun signe allant dans ce sens n'est perceptible de la part des États espagnol et français. Bien au contraire, la hausse tend à s'accélérer (entre 2000 et mars 2008, le nombre de prisonniers est passé de 515 à 739). Deux explications à cela : d'un côté, l'incarcération massive de Basques ayant participé à diverses formes de militance politique et sociale (organisations politiques, médias, organisations de jeunesse, récupération de la langue basque, désobéissance civile, *kale borroka* (lutte de rue), etc.), de l'autre côté, l'allongement des peines en raison de l'acharnement judiciaire.

A cette inflation vertigineuse de militants basques incarcérés (on atteignait le chiffre de 764 début 2009), s'ajoute la question de la dispersion. En effet, dès 1987, le gouvernement espagnol, alors socialiste, met en place une politique systématique de dispersion des prisonniers basques. Cette politique, reprise à son tour par la France dans les années 1990, n'a jamais été remise en cause par quelque gouvernement que ce soit. L'objectif affiché est de briser la résistance des militants incarcérés en les maintenant loin de leurs proches, en les isolant les uns des autres et en les soumettant aux conditions de détention les plus dures



Euskal presoak Euskal Herrira, « Les prisonniers basques vers le Pays Basque », exprime la revendication largement partagée d'un rapprochement des détenus politiques basques et la fin de la politique de dispersion.

possibles (transferts fréquents, « cellules d'isolement », annulation de parloirs, violence physique et psychologique, etc.). Le résultat est, début 2009, seulement 15 militants basques incarcérés au Pays Basque, 154 incarcérés dans 34 prisons françaises, et 595 incarcérés dans 53 prisons espagnoles³. Cela crée énormément de difficultés aux proches des prisonniers, très souvent obligés de parcourir des milliers de kilomètres par mois pour des visites très courtes, qui sont parfois sciemment annulées au dernier moment par les administrations pénitentiaires. Avec autant de familles concernées, presque autant que de prisonniers, les accidents de la route sont réguliers. Cette politique de dispersion, qui va à l'encontre des règlements et recommandations édictés par le Parlement européen, le Conseil de l'Europe, l'ONU et même le Code de procédure pénale français, est perçue comme intolérable par la majeure partie de la société basque. La revendication du rapprochement des prisonniers (*Euskal presoak Euskal Herrira*), et sa non satisfaction par les pouvoirs espagnols et français, est le point le plus sensible du conflit actuellement, avant même la question de l'autodétermination.

Traditionnellement, chaque ville, chaque village (parfois la municipalité elle-même), rend hommage à « ses prisonniers », c'est-à-dire ceux qui en sont originaires, par des manifestations, des défilés avec pancartes, des repas de soutien, des banderoles, des affiches, etc. L'arrivée au pouvoir du PSOE espagnoliste dans la Communauté autonome d'Euskadi début 2009 marque un nouveau tournant oppressif, puisque afficher un portrait de prisonnier devient dorénavant un délit, au prétexte d'être une apologie du terrorisme. Pendant tout l'été, cela a permis aux autorités de faire intervenir avec brutalité les forces de l'ordre dans les manifestations de soutien aux prisonniers, les *enkarteladak* (défilé des familles de prisonniers portant le portrait de leur proche incarcéré) et dans nombre de bars *abertzale*. Les fêtes de villes et de villages, nombreuses pendant l'été, et où le soutien aux prisonniers est très visible (on affiche leur effigie jusque sur les gobelots en plastique), ont donné lieu depuis l'été à plusieurs déferlements de violence policière, les forces anti-émeutes jouant de la matraque et du flash-ball pour retirer les portraits et interpellé des jeunes, comme à Ondarru, Lekeitio, Bilbo, Gernika, Santutxu, Tafalla, Villabona... En octobre, le rapporteur spécial de l'ONU sur la protection des droits humains, Martin Scheinin, s'est élevé contre l'interdiction faite d'afficher les portraits de prisonniers, en estimant qu'il y avait « une motivation plus humaine qu'une incitation à la violence ».

L'acharnement judiciaire est la nouvelle arme de la justice espagnole pour maintenir en prison les militants basques pendant des durées démesurées. Au refus d'accorder des libertés conditionnelles et des remises de peine, s'ajoute depuis 2006 ce que l'on appelle la doctrine « Parot » : les détentions de militants basques parvenus au terme d'une longue peine sont systématiquement prolongées de plusieurs années, afin d'atteindre à chaque



La carte de la dispersion en mars 2009. Le chiffre sur fond blanc est le nombre de prisonniers, le chiffre sur fond noir est l'éloignement en kilomètres avec le Pays Basque. (http://www.etxerat.info/fitxategia_ikusi.php?id_fitxategia=321)

fois les 30 ans maximums que permet le Code pénal espagnol. Une trentaine de prisonniers sont déjà concernés par ces allongements de peine. Le cas Iñaki de Juana est caractéristique de cette dérive⁴. Cet ancien *etarra* devait purger sa peine de 17 ans de prison jusqu'en 2003. En 2004, alors qu'il n'est toujours pas libéré, le ministre espagnol de la justice annonce qu'on va lui trouver de nouvelles accusations pour le maintenir en prison. Iñaki de Juana signe alors deux articles dénonciateurs dans le quotidien indépendantiste Gara, qui vont servir de prétexte à la haute justice espagnole pour le réincarcérer : il est condamné en novembre 2006 (pendant le cessez-le-feu d'ETA) à 12 ans et 7 mois de prison pour « délit de menace ». S'ensuivent plus de 120 jours de grève de la faim illimitée, pendant lesquels il est nourri de force par intraveineuse, pour protester contre cette grave atteinte à la liberté d'expression. Finalement, la cour de cassation ne le condamnera qu'à « seulement » trois ans de détention.

La justice espagnole ne se contente pas de châtier les prisonniers basques. C'est toute la dynamique indépendantiste qu'elle cherche à criminaliser. Le macro-procès dit du 18/98 symbolise parfaitement cette offensive généralisée contre le mouvement *abertzale*, et ceci sous couvert de lutte anti-terroriste⁵. Ce procès, débuté à partir de février 2005, recouvre en fait un ensemble de procédures juridiques entamées en 1998 par le juge Baltasar Garçon, qui ont eu pour conséquence de multiples incarcérations et inculpations (près de 220 per-

sonnes), ainsi que les illégalisations de diverses organisations, médias et entreprises, au motif que toute activité politique et sociale se définissant de la gauche *abertzale* relève de « complicité, collaboration ou appartenance à ETA ». Dans le détail, cela donne une dizaine d'entreprises mises sous administration judiciaire, une procédure contre AEK, le plus grand organisme pour l'enseignement de la langue basque, une interdiction du parti politique Batasuna (puis de Herri Batasuna, ANV, EHAK, D3M...), quatre organes de presse fermés (les quotidiens *Egunkaria* et *Egin*, tiré à 110 000 exemplaires, ainsi que le périodique *Ardi Beltza* et la radio *Egin Irratia*), l'interdiction des comités de soutien aux prisonniers Gestoras Pro-Amnistia et Askatasuna (dirigeants incarcérés et biens confisqués), l'illégalisation des organisations de jeunes Haika-Jarrai puis Segi (59 personnes inculpées, dont 22 en détention préventive pendant quatre années pour certains), etc. On mesure l'ampleur de ce déchaînement judiciaire quand, fin 2004, le procureur de l'*Audencia Nacional* requiert un total de 1102 années de prison pour 62 inculpés du dossier 18/98. Ces procédures se caractérisent par de graves manquements au fonctionnement normal de l'État de Droit : privation de garanties juridiques des personnes mises en accusation, cautions financières démesurées (des milliers d'euros à chaque fois), abus de la prison préventive, instrumentalisation politique de la législation. Amnesty International, avec d'autres organismes internationaux, n'a de cesse de dé-

noncer « l'interprétation excessivement large à laquelle se prête le concept de "collaboration" avec une entreprise terroriste au titre de l'article 576 du Code pénal espagnol », qui amène à « criminaliser les actions de personnes qui défendent, de manière pacifique, une plus grande autonomie du Pays Basque »⁶. Néanmoins, la justice espagnole persiste et signe en continuant de s'appuyer sur la théorie du juge Garzon, qui postule que « Todo es ETA » (« tout est ETA »), et qui permet d'accuser abusivement de terrorisme absolument n'importe qui, jusqu'au militant écologiste pratiquant la désobéissance civile⁷. Les organisations ayant un rapport de près ou de loin avec la gauche *abertzale* se retrouvent ainsi soumises à un harcèlement policier justifié par les autorités judiciaires, leur croisade anti-terroriste les amenant à multiplier les procédures judiciaires (en 2009, la plateforme politique D3M, le parti Askatasuna, le site internet Gaztetarea, etc.), les interpellations, les saisies, les perquisitions, à quoi s'ajoutent les illégalisations régulières de manifestations et les charges violentes des policiers anti-émeutes pour disperser les rassemblements interdits.

Le village de Lizartza en Gipuzkoa est symptomatique de cette répression délirante. Lors



Place du village de Lizartza quadrillée par les forces de l'ordre, la mairie est au fond.

des dernières élections municipales de 2007, la liste de la gauche *abertzale* ayant été mise hors course par la haute juridiction espagnole, une seule candidate se présente, sous l'étiquette PP, la droite espagnole. Et voilà comment, avec 27 suffrages seulement sur un total de 355 votes (dont 186 votes nuls pour la liste de l'ANV illégalisée, et 142 blancs pour protester contre cette situation), elle se retrouve maire d'un village qu'elle n'habite pas (elle n'habite même pas au Pays Basque), et dont elle ne parle pas la langue quotidienne, le basque. L'élection est tout de même entérinée, et chaque semaine, la nouvelle maire vient d'Espagne exercer ces fonctions pendant une journée... escortée par une vingtaine de policiers cagoulés qui quadrillent la petite place du village. Sa première mesure, hisser le drapeau espagnol au fronton de la mairie, est une véritable provocation pour la population lo-



Les forces anti-émeutes de la police autonome basque chargent une manifestation.

cale. La suite sera du même accabité, en exigeant par exemple que les cérémonies officielles soient menées en espagnol plutôt qu'en basque et que les photos de prisonniers soient retirées. La haine locale envers cette sheriff⁸ à la mode espagnole est particulièrement forte et s'exprime par des rassemblements de protestation réguliers. C'est à l'occasion d'une de ces manifestations qu'une habitante de 61 ans a été inculpée pour avoir brandi de façon menaçante un drapeau basque : elle a écopé récemment de 4 ans de prison ferme (oui, vous avez bien lu) et de 1800 € d'amende. Ce cas, aussi ubuesque soit-il, est tristement représentatif de la situation d'exception qui frappe le Pays Basque.

Avec la question du non-respect des droits des prisonniers, la torture de militants basques est l'autre point qui réveille la majeure partie de la société basque. En 40 ans de conflit, on compte plus de 7000 cas de torture. Rien que pour l'année 2008, ce sont 62 cas qui ont été recensés de militants basques torturés lors de leur passage dans les commissariats de la police nationale espagnole ou de la *Guardia Civil*. Ces forces de sécurité, réputées pour leur brutalité, sont bien loin d'avoir rompu avec les pratiques franquistes. Deux exemples parmi beaucoup d'autres de cette barbarie courante en Espagne : en 2001, Unai Romano, tuméfié au point d'être méconnaissable, est hospitalisé au cours d'une garde-à-vue *incommunicado* après un calvaire de plusieurs heures entre les mains de la *Guardia Civil* ; en janvier 2008, quelques heures après son interpellation, Igor Portu, torturé dans un commissariat de la *Guardia Civil*, est admis aux urgences de Donostia avec une côte cassée, un poumon perforé et de multiples hématomes. Le fait est que les tortionnaires bénéficient d'un climat d'impunité presque total, le régime de la garde-à-vue au secret (dit *incommunicado*), d'une durée de 5 à 13 jours pendant lesquels le gardé-à-vue ne peut avoir aucun contact avec l'extérieur, leur laisse toute latitude pour démolir physiquement et psychologiquement leur victime. De

leur côté, les juges espagnols ne mènent presque jamais d'enquête et sont particulièrement prompts à classer les plaintes sans suite, tout en considérant les aveux faits sous la torture comme des preuves. Ceci fait que la torture reste une pratique largement ancrée dans le système politico-judiciaire espagnol, et ce malgré les rappels à l'ordre répétés de nombreux organismes internationaux. Ainsi en 2008, le Comité des droits humains, organe des Nations unies, a observé « avec préoccupation que des cas de torture sont toujours dénoncés et que l'État espagnol, en tant que partie, ne semble pas avoir élaboré de stratégie globale, ni avoir adopté les mesures suffisantes pour garantir l'éradication définitive d'une telle pratique ». De

même, le rapporteur spécial de l'ONU pour la promotion des droits de l'Homme dans la lutte contre le terrorisme, le Finlandais, Martin Scheinin, au sujet de la garde-à-vue *incommunicado*, énonce dans un rapport publié en février 2009 que « ce régime exceptionnel suppose non seulement que des traitements prohibés soient infligés aux gardés-à-vue, mais expose également l'Espagne à des plaintes pour tortures et, en conséquence, affaiblit la légitimité de ses mesures antiterroristes »⁹.

La disparition de Jon Anza rentre selon toute vraisemblance dans cette longue liste de barbaries policières. Cet ancien prisonnier politique basque, gravement malade au point d'être presque aveugle, est porté disparu depuis un trajet en train entre Bayonne et Toulouse en avril 2009. ETA a très vite accusé les forces policières de l'avoir supprimé en révélant que Jon était membre de son organisation, et qu'il avait rendez-vous avec d'autres *etarras* à Toulouse. En octobre, soit 6 mois plus tard, le quotidien indépendantiste *Gara* révèle de sources apparemment fiables ce que beaucoup pressentaient : Jon Anza aurait été intercepté pendant son trajet en train par des forces spéciales espagnoles, et aurait succombé pendant un violent interrogatoire avant d'être enterré quelque part sur le territoire français. Ce drame vient conclure une série d'enlèvements de citoyens basques par les forces policières espagnoles : Juan Mari Mujika, enlevé le 11



En 2001, Unai Romano est hospitalisé après avoir été torturé plusieurs heures par la Guardia Civil.

Ses parents ne le reconnaîtront que grâce à un grain de beauté. Le juge, lui, classera sans suite la plainte en acceptant la version policière selon laquelle Unai se serait provoqué lui-même ses lésions...

décembre 2008 et interrogé plusieurs heures dans une cabane abandonnée ; Lander Fernandez, enlevé en mai 2009, tabassé, et finalement incarcéré sur ordre de l'*Audiencia nacional* après qu'il eut dénoncé publiquement sa séquestration ; Alain Berastegi, séquestré plusieurs heures en pleine montagne au mois de juillet ; plus récemment, c'est Dani Saralegi qui connaît le même sort. Ces faits témoignent de pratiques totalement illégales et rappellent les heures sombres de la guerre sale, quand les enlèvements et liquidations de militants basques étaient monnaie courante sous les gouvernements socialistes des années 1980.

L'État espagnol veut-il la paix ?

C'est la question que se posent, au vu des dernières opérations politico-judiciaires, la plu-

part des observateurs, et notamment les médias internationaux du conflit (mais presque personne en France, ces événements n'intéressant pas les médias). Une petite chronologie des faits s'avère instructive :

– *Septembre 2009* : différentes annonces publiques font état d'une prochaine déclaration d'envergure de la part de la gauche *abertzale* afin de sortir du conflit.

– *13 octobre* : sur ordre du juge Baltasar Garçon, 10 dirigeants majeurs de la gauche *abertzale* sont arrêtés (5 d'entre eux incarcérés) au motif d'être soupçonnés d'avoir « tenté de reconstruire la direction de Batasuna [illégalisé depuis 2003] sur instructions de l'ETA ». Ces arrestations interrogent d'autant plus que trois des interpellés ont été impliqués par le passé dans des négociations visant à résoudre le

conflit, dont Arnaldo Otegi, interlocuteur du parti Batasuna lors des pourparlers de paix de 2006.

– *17 octobre* : manifestation de 37 000 personnes à Donostia contre les arrestations, appelée par tous les partis et syndicats basques.

– *20 octobre* : le quotidien indépendantiste *Gara* fait paraître des extraits du document de 36 pages sur lequel travaillaient les dirigeants interpellés. Proposition y est faite d'un nouveau cycle qui reposerait sur le droit à décider des citoyens basques et devrait évoluer « sans aucune violence ni ingérence extérieure ».

– *24 novembre* : plus de 650 agents sont mobilisés au Pays Basque sud pour arrêter 34 jeunes et perquisitionner 92 lieux (domiciles, *gatzetxe*, bars, locaux). Ils sont « soupçonnés d'assumer des responsabilités » au sein du

Témoignage de Gorka Lupiañez Mintegi, arrêté le 6 décembre 2007 par la Guardia Civil et maintenu 5 jours au secret



« [...] Je pense que nous sommes arrivés à Madrid vers 11h ou 12h. Ils m'ont fait descendre de la voiture, m'ont fait signer des documents (je ne me souviens pas desquels) et m'ont fait entrer dans une salle, l'enfer de cinq jours allait commencer. Les interrogatoires ont commencé tout de suite. J'étais tout nu avec un masque sur les yeux et ils ont commencé à me poser des questions : « D'où venais-tu ? Où allais-tu ? Avec qui avais-tu rendez-

vous ? Où se trouvent les armes ? Où habites-tu ?... » Toutes ces questions au milieu des « fils de pute, on va te tuer, nous sommes la Garde civile et nous allons te massacrer ; ta mère, quand elle a su qu'on t'avait arrêté, a eu une attaque et elle est morte ; nous ne sommes ni la police basque ni la police espagnole, nous sommes la Garde civile, nous allons te tuer ; tu as deux options pour sortir d'ici, ou sur une civière ou idiot parce qu'avec toutes les baffes qu'on va te donner tu resteras idiot pour la vie, sans neurones ; tu verras comme tu seras après tous ces jours entre nos mains, imbécile, tu préféreras alors être mort, imbécile !!!! ».

J'avais peur. À cause du froid, de la peur... j'ai passé ces jours-là à grelotter, à pleurer. J'avais mal, peur et le temps n'avancait pas. Il me semblait qu'il s'était arrêté. Ils me donnaient des coups aux testicules, ils m'obligeaient à faire des pompes, mettaient ma tête dans un sac en plastique, une fois puis une autre fois et en plus quelquefois ils remplissaient le sac avec de la fumée et de l'eau, alors la sensation d'asphyxie était indescriptible.

J'ai dû faire des milliers des pompes. Mes jambes ne me tenaient plus, je ne pouvais plus marcher, je tombais tout le temps. Pour m'emmener de la salle des interrogatoires à la salle où se trouvait le médecin, ils ont dû me prendre par les bras et me soulever. J'avais les muscles des jambes complètement durcis, je ne pouvais plus marcher. J'étais complètement cassé, détruit. Mais avant d'aller voir le médecin, on passait par les toilettes, ils me lavaient la figure, m'habillaient et c'est seulement après m'avoir rendu un peu plus présentable, qu'ils me faisaient entrer dans la salle du médecin.

Ils m'ont frappé un nombre infini de fois avec une matraque. Ils me donnaient des coups sur la tête, sur le dessus et sur les côtés. Les coups étaient si forts qu'après chacun d'eux je voyais comme des lumières. Je n'avais jamais été tabassé de la sorte et j'étais terrifié, mort de peur. Je ne savais pas combien de temps ma tête pour-

rait endurer ce traitement. Je ne pourrais pas dire en quoi était faite la matraque, mais ils frappaient de toutes leurs forces. [...]

J'avais très très peur. Ils continuaient à avoir une attitude très violente envers moi. C'est alors qu'ils m'ont fait subir la torture qu'ils appelaient « le tuyau d'arrosage » ou « *Acuapark* ». Personne ne peut comprendre ce qu'on ressent quand on te fait subir ce supplice. Ils m'ont fait sortir du matelas, m'ont jeté par terre dessus. Ils m'ont immobilisé les bras, les jambes et la tête, en même temps ils jetaient de l'eau sous pression sur la bouche et le nez (à la hauteur de la moustache). J'essayais de maintenir la bouche et le nez fermés, mais il arrive un moment où on doit ouvrir la bouche pour prendre de l'air, alors ils profitaient de ce moment-là pour me jeter des seaux d'eau sur la figure. J'ai avalé beaucoup d'eau, mais le pire de tout est la sensation d'étouffement, la sensation de la mort. Un exemple, quand on est en train de boire de l'eau et qu'on s'étouffe, on étouffe et on commence à tousser, donc imaginez qu'alors on vous mette encore plus d'eau dans la bouche. C'est terrible. Ces séances furent terribles. Chaque fois que j'y pense, j'ai encore peur. [...]

J'ai eu encore une autre séance du supplice de la baignoire et quatre du tuyau d'arrosage. Je ne me souviens pas trop dans laquelle ils m'ont introduit un bâton dans l'anus. Ils m'ont obligé à me mettre à quatre pattes, en me disant qu'ils allaient me faire la même chose qu'à Agote. Ils l'ont dit et ils l'ont fait. Ils m'ont mis le bâton dans le cul. La première fois qu'ils ont essayé, ils ne sont pas arrivés à le mettre et à la fin ils m'ont mis sur le dos, avec les jambes vers le haut et à ce moment-là, ils me l'ont mis. J'ai ressenti de la douleur, de l'hystérie, de la panique. Ils étaient fous. Cet enfer n'allait jamais finir. Vraiment ces jours ont été très durs. J'ai pleuré. J'étais complètement brisé. Je voulais que tout cela finisse et si pour cela je devais accuser les personnes que j'aimais le plus, j'étais prêt à le faire. C'était un enfer sans fin. Je me souviens de mes cris de terreur. C'est bien que maintenant tout cela soit fini. J'étais physiquement brisé et psychologiquement pire encore. Je n'avais plus de voix. J'avais crié tellement fort que je suis resté sans voix. [...]

Mais la nuit ne faisait que commencer. Ils ont continué comme toujours, avec le sac en plastique, les coups de matraque, les pompes, les tiraillements de cheveux... et alors ils m'ont fait quelque chose de nouveau. Ils m'ont attaché très fort les testicules et le pénis avec une corde et ils ont tiré dessus. Quand j'ai commencé à saigner du pénis, ils ont arrêté. La douleur était terrible, parce qu'en plus, ils me donnaient des coups sur les testicules. Ils m'ont fait « l'ange nerveux » et m'ont menacé des électrodes et du tuyau d'arrosage. Je n'en pouvais plus. J'ai passé toute la nuit comme ça. Ils m'ont laissé avec la bouche toute blessée à l'intérieur, la tête toute gonflée à cause des coups, les testicules violacés, tout me faisait mal, j'étais terrifié... abattu, brisé !!! [...]

mouvement de jeunesse Segi (légal sur le territoire français, mais interdit en Espagne), l'objectif annoncé par le ministre de l'Intérieur espagnol étant d'« empêcher les organisations appartenant à ETA de se reconstituer ». En bref, aucun attentat ni crime ne leur est reproché, mais simplement une appartenance à un mouvement mis hors la loi. 31 d'entre eux sont incarcérés après avoir passés plusieurs

jours *incommunicado* dans des commissariats de Madrid. Tous ont dénoncé des traitements humiliants, voire des tortures pratiquées par des policiers cagoulés : attouchements sexuels sur les femmes, simulacres de viol, coups violents sur la tête et dans les parties génitales, pistolet braqué contre la tempe, piqûres avec des seringues, asphyxie par sac plastique, etc.

– 28 novembre : 20 000 personnes défilent

dans les rues de Bilbo pour protester contre les arrestations.

Ces deux rafles ordonnées par la justice antiterroriste, elle-même téléguidée par le gouvernement espagnol, au moment même où la gauche *abertzale* s'engage dans un nouveau processus démocratique et commence à prendre publiquement ses distances par rapport à la lutte armée, interrogent sur la volonté

Texte de Santiago Alba Rico, écrivain et philosophe espagnol

Je ne condamne pas le roi Fahd, honoré par le roi d'Espagne, qui taille les têtes, coupe les mains et arrache les yeux, qui humilie les femmes et bâillonne les opposants, qui fait l'important en l'absence de presse, de parlement et de partis politiques, qui viole les Philippines et torture Indiens et Égyptiens, qui dépense le tiers du budget de l'Arabie Saoudite entre les 15 000 membres de sa famille et finance les mouvements les plus réactionnaires et violents de la planète.

Je ne condamne pas le général Dustum, allié des USA en Afghanistan, qui a asphyxié dans un container mille prisonniers talibans auxquels il avait promis la liberté et qui sont morts en léchant les parois métalliques de leur prison.

Je ne condamne pas la Turquie, membre de l'OTAN et candidate à l'UE, qui a rayé 3 200 villages kurdes de la surface de la terre dans les années 90, qui a laissé mourir de faim 87 prisonniers politiques et emprisonne celui qui ose transcrire en kurde le nom de leurs villes.

Je ne condamne pas le sinistre Kissinger, l'assassin le plus ambigu depuis Hitler, responsable de millions de morts en Indochine, au Timor, au Chili et dans tous les pays dont le nom lui est sorti de la bouche.

Je ne condamne pas Sharon, homme de paix, qui dynamite les maisons, déporte les civils, arrache les oliviers, vole l'eau, mitraille les enfants, pulvérise les femmes, torture les otages, brûle les archives, fait exploser les ambulances, rase des camps de réfugiés et caresse l'idée « d'extirper le cancer » de trois millions de Palestiniens pour renforcer la pureté de son état « juif ».

Je ne condamne pas le roi Gienendra du Népal, éduqué aux USA, qui le mois dernier a exécuté sans jugement 1 500 communistes.

Je ne condamne ni la Jordanie ni l'Égypte qui bastonnent et emprisonnent ceux qui manifestent contre l'occupation de la Palestine par Israël.

Je ne condamne pas le Patriot Act ni le programme TIPS, ni la disparition de détenus par le FBI, ni la violation de la Convention de Genève à Guantanamo, ni les tribunaux militaires, ni la « licence pour tuer » accordée à la CIA, ni la fouille de tous les touristes qui entrent aux USA en provenance d'un pays musulman.

Je ne condamne pas le coup d'État au Venezuela ni le gouvernement espagnol qui l'a appuyé, ni les journaux qui, ici et là, ont financé, légitimé et applaudi à la dissolution de toutes les institutions et la persécution armée des partisans de la Constitution.

Je ne condamne pas la compagnie états-unienne Union Carbide qui, le 2 décembre 1984, a assassiné 30 000 personnes dans la ville indienne de Bhopal.

Je ne condamne pas l'entreprise pétrolière états-unienne Exxon-Mobil accusée de séquestrer, de violer, de torturer et d'assassiner des dizaines de personnes qui vivaient dans un édifice propriété de la compagnie dans la province de Aceh (Indonésie).

Je ne condamne pas l'entreprise Vivendi qui a laissé sans eau tous les quartiers pauvres de La Paz, ni Monsanto qui a laissé sans semence les paysans de l'Inde et du Canada, ni Enron qui, après avoir plongé dans le noir une demi-douzaine de pays, a laissé 20 000 personnes sans le sou.

Je ne condamne pas les entreprises espagnoles (BBVA, Endesa, Telefonica, Repsol) qui ont vidé les caisses de l'Argentine, obli-

geant les Argentins à vendre leurs cheveux aux fabricants de per-ruques et à se disputer un cadavre de vache pour pouvoir manger.

Je ne condamne pas la maison Coca-Cola qui est entré en Europe dans l'ombre des tanks nazis et qui licencie, menace et assassine aujourd'hui des syndicalistes au Guatemala et en Colombie.

Je ne condamne pas les grands laboratoires pharmaceutiques qui se sont mis d'accord pour tuer 20 millions d'Africains malades du SIDA.

Je ne condamne pas l'ALCA qui viole et dépèce les ouvrières des « maquiladoras » de Ciudad-Juarez et fait naître des enfants sans cerveau à la frontière du Mexique avec les USA.

Je ne condamne pas le FMI ni l'OMC, providence de la famine, de la peste, de la guerre, de la corruption et de toute la cavalerie de l'Apocalypse.

Je ne condamne ni l'UE ni le gouvernement des États-Unis qui placent les accords commerciaux au-dessus des mesures pour la protection de l'environnement et qui ont décidé, sans referendum ni élections, l'extinction d'un quart des mammifères sur Terre.

Je ne condamne pas les tortures sur Unai Romano, jeune Basque qui, il y a un an, fut transformé en ballon tuméfié dans un commissariat espagnol, défiguré à un tel point que ses parents le reconurent uniquement à un grain de beauté sur son visage.

Je ne condamne pas le gouvernement espagnol qui, au mois d'avril, a mis en place l'état d'exception sans consulter le parlement et a suspendu pendant trois jours les droits fondamentaux de notre constitution (liberté de mouvement et d'expression), avec la circonstance aggravante que les Basques ne pouvaient se rendre à Barcelone à l'occasion du dernier sommet de l'UE.

Je ne condamne pas la loi sur les étrangers qui expulse les hommes faibles et affamés, les enferme dans des camps de rétention ou les prive du droit universel à l'assistance sanitaire et à l'éducation.

Je ne condamne pas le « coup de décret » qui précarise encore plus l'emploi, supprime les aides et laisse les travailleurs, comme des feuilles mortes, à la merci des caprices du vent des patrons.

Je ne condamne pas, cela va de soi, Dieu quand il pleut, quand la foudre tombe ou que le tonnerre gronde, ni quand la terre tremble ou qu'un volcan crache ses flammes.

Je suis un démocrate : peu m'importe la mort d'enfants qui ne sont pas espagnols ; peu m'importe la persécution, le silence sur l'assassinat de journalistes et d'avocats qui ne pensent pas comme moi ; peu m'importe l'esclavage de deux millions de personnes qui ne pourront jamais acheter un de mes livres ; peu m'importe les atteintes aux libertés du moment que c'est moi qui manie en toute liberté les ciseaux ; et peu m'importe la disparition d'une planète sur laquelle je me suis tant amusé.

Je suis un démocrate : je condamne l'ETA, ceux qui l'appuient ou qui gardent le silence, même s'ils sont muets de naissance ; et j'exige, en outre, qu'on prive de leurs droits de citoyens 150 000 Basques, qu'on les empêche de voter, de manifester et de se réunir, qu'on ferme leurs bars, leurs journaux, et même leurs halte-garderie ; qu'on les mette vite en prison, eux et tous leurs camarades (du jeune militant anti-globalisation à l'écrivain affirmé) et si ce n'est pas suffisant pour protéger la démocratie, qu'on demande l'intervention humanitaire de nos glorieuses forces armées, déjà auréolées de la reconquête de l'île Perejil. Je suis un démocrate car j'ai condamné l'ETA.

de l'État espagnol de trouver une issue pacifique au conflit. En effet, la stratégie visiblement privilégiée, par ces vagues d'arrestations massives et spectaculaires, semble être celle de la provocation et de l'envenimement. Que cherchent les autorités espagnoles en jouant ainsi les pyromanes ? À instiller la terreur dans les milieux séparatistes ? À révolter les jeunes Basques et à les inviter à rejoindre la lutte armée ? On voudrait renforcer ETA qu'on ne s'y prendrait pas mieux. Curieuse stratégie, en apparence, quand on prétend obtenir la paix. Sauf que le gouvernement Zapatero, comme beaucoup d'autres avant lui, a particulièrement intérêt à saboter l'initiative politique actuelle de la gauche *abertzale* et à maintenir une situation de conflit caractérisé par un terrorisme de basse intensité. Rien de tel en effet que d'agiter dans les médias l'épouvantail de « l'ennemi intérieur » pour détourner l'attention de la situation socio-économique désastreuse du pays.

Sans porter de jugement sur la poursuite de l'action armée par ETA, il apparaît évident que l'aggravation du harcèlement de la gauche indépendantiste nourrit un très fort ressentiment, notamment dans la jeunesse basque, allant chez certains jusqu'à la volonté d'en découdre avec les forces de sécurité. Toutes les semaines ont lieu au Pays Basque des arrestations (490 en 2007, 390 en 2008), des perquisitions, des violences policières, etc., sans compter l'acharnement contre les pri-

sonniers et les fréquents cas de torture, autant d'actions répressives et brutales qui contribuent à radicaliser la jeunesse basque, extrêmement conscientisée, et qui sont des munitions pour la lutte armée. Les militants d'ETA, sans perdre de légitimité aux yeux d'une frange importante de la société basque, se posent ainsi comme les défenseurs d'un peuple en état de légitime défense, lorsqu'ils s'attaquent aux forces répressives (*Ertzaintza* et *Guardia civil* particulièrement). La sortie de conflit paraît dès lors s'éloigner chaque jour un peu plus, étant donné la stratégie incendiaire de l'État espagnol et l'impossibilité dans ces conditions de rompre le cycle attentats / répression étatique.

On le voit bien, ce qui se passe au Pays Basque dans un silence médiatique assourdissant (quels médias en France ont abordé la dégradation inquiétante de la situation cette année ?) dépasse de loin une simple lutte contre une organisation terroriste. La répression que met en œuvre l'État espagnol, par son ampleur et sa violence (l'État français reste un ton en dessous malgré un net durcissement ces derniers mois), est bien plutôt le révélateur d'un véritable terrorisme d'État, dont l'objectif est la neutralisation par tous les moyens du séparatisme basque. Dès lors, résumer la violence à « ETA et ses 824 victimes », comme le font systématiquement les médias, n'a pour autre effet que passer sous silence une autre violence, celle des États, et la mise au pas bru-

tale d'un pan entier du peuple basque par les pouvoirs français et espagnols, tout en les dédouanant de leur multiples et gravissimes atteintes aux libertés et aux droits de l'Homme.

L'Tauré

1. Gouvernement basque, « IVe enquête sociolinguistique. 2006 : Communauté autonome basque, Pays Basque nord, Navarre, Pays Basque », 2008, <www.euskara.euskadi.net/r59738/fr/contenidos/informacion/inkesta_soziolin-guistikoa2006/fr_survey/adjuntos/IV_incuesta_fr.pdf>.
2. Gouvernement basque, 1996
3. Euskal Herriko Amestien Aldeko Mugimendua, « Errepresioa Euskal Herrian 2008 », 2009, <www.askatu.org/~fitxategia_ikusi.php?id=2658>.
4. Marie-Josée Béliveau, « Pays Basque : terrorisme de l'ETA et terrorisme d'État », 2007, <www.lecouac.org/~spip.php?article144>.
5. Ekaitza, « Dossier 18/98 et criminalisation de la gauche *abertzale* », 2005, <ekaitza.free.fr/959/dossier1898.html>.
6. Amnesty International, « Le procès dit 18/98 met en lumière les failles de la législation antiterroriste espagnole », 3 juin 2009, <www.amnesty.org/fr/library/asset/EUR41/009/2009/fr/4a437609-d697-4cae-8d18-55c20a118ae4/eur410092009fra.html>.
7. <oclibertaire.free.fr/spip.php?breve216>.
8. Time, « A Self-Styled "Sheriff" Aims to Tame the Basque Country », 16 août 2007, <www.time.com/time/world/article/0,8599,1653558,00.html>.
9. CSPB, « Torture : recommandations internationales, positions d'organisations internationales », avril 2009, <issuu.com/askapena/docs/info_euskal_herria_17_avril_09>.

Sources :

Jean-Louis Davant, *Le « problème basque » en 20 questions*, Elkar, 2006
 ekaitza.free.fr
 cspb.unblog.fr
 www.paysbasqueinfo.com

LENN HA DISTRUJ

Ahimsa sombre et violent n° 3 (été 2009)

40 p. A5, prix libre

[Zine] Petit zine charentais, avec au programme : interviews de Daily OD (anar-kopunk, Grenoble) et de Akye (du site hip-hop *Bboykonsian*), des chroniques disques-livres-fanzines, quelques comptes-rendus de concert. Mise en page avec des collages dans tous les sens. Les interviews se sont un peu étoffées par rapport aux numéros précédents et c'est bien.

K.

Contact : ahimsa-zine@hotmail.fr

Barricata n° 20 (hiver 2010)

76 p. A4, 2,5 euros

[Zine] Vingtième numéro de ce célèbre fanzine parisien de contre-culture antifasciste et libertaire. Interviews : Claude Guillon (auteur de *La terrorisation démocratique*), Cartouche (punk-rock), Heyoka (punk-rock), Redkick (oi), les Évadés (rap), Skalpel (rap). Un article sur les Arditi del popolo (organisation antifasciste 1921-1922). Pas mal de chroniques livres et disques. La majeure partie du zine consiste en un gros dossier sur Israël et la Palestine. Le sujet tient mani-festement à cœur aux rédacteurs-trices, car il a déjà été abordé dans les numéros 11 et 17. Ils-elles se sont de nouveau rendus sur place et nous proposent un point sur la

situation, ainsi que de nombreuses interviews de mili-tants locaux, tant palestiniens qu'is-raéliens. Vraiment intéressant.

K.

Contact : barricata@barricata.org

Divergence n° 4 (été 2009) – 60 p. A4, prix libre

[Zine] Zine punk de Bordeaux, avec un sommaire conséquent : interviews de Inner Terrestrials (reggae-punk, Londres), de Sling 69 (hardcore, Laval), d'un militant antipublicitaire. Pas mal de chroniques de disques et de fanzines. On a aussi un gros dossier consacré à la scène punk DIY bordelaise : les groupes Face Up To It (hardcore), Kiss The Bottle, Courage (hardcore), Warning/Warning (noise punk), Gasmask Terrör (crust) ; les labels Ratbone Records et Stonehenge Records ; le lieu politique l'Athénée libertaire. Interviews longues et intéressantes, au sujet du punk, du DIY, de la politique, etc.

K.

Contact : divergence@no-log.org

Fort Gono n° 2 (mai 2009)

30 p. A4, 5 timbres port compris

[Zine] Fort Gono est un fanzine punk, mais qui ne parle ni de musique, ni de politique, mais de voyages. D'ailleurs c'est marqué dans le sous-titre : *Récits de voyages (au bout de la nuit) et autres histoires du quotidien glauque*. Effectivement, l'ambiance c'est pas trop « va-





cances à Ibiza », on a plutôt ici des histoires à la fois sordides et fascinantes, entre village paumé dans la jungle du Laos et squat anar-kopunk en Indonésie... De quoi voyager un peu par procuration, pour les gens qui comme moi ont des vertiges dès qu'ils passent le Couesnon !

K.

Contact : indokorps@hotmail.com

Fort Gono n° 3 (novembre 2009)

20 p. A4, 4 timbres port compris

[Zine] Déjà un nouveau numéro ! Quelle efficacité, pas comme un certain zine que je ne nommerai pas ! Toujours des récits de voyage en Indonésie, et quelques-uns plus locaux. Toujours aussi impressionnant.

K.

Contact : indokorps@hotmail.com

Going underground – punk américain 1979-1992, par George Hurchalla (éditions Rytrut)

21 euros

[Livre] Voici la traduction en français d'un bouquin paru aux États-Unis, qui retrace, comme l'indique le titre, l'histoire du punk américain dans les années 80. Le focus est mis sur la scène underground DIY (*do it yourself*). On retrouve quelques groupes connus, Dead Kennedys, Black Flag, Bad Brains... mais surtout plein de groupes ayant eu moins de notoriété. J'en fait pas la liste, il y en a un sacré paquet. Les scènes des différents coins du pays sont bien détaillées, et on a beaucoup de témoignages des acteurs de l'époque, ce qui rend l'atmosphère d'alors bien palpable. On y apprend même l'existence d'un fanzine californien intitulé *Search and destroy*. Yeah ! Beaucoup de photos, et pas mal de flyers aussi. La traduction n'évite pas les anglicismes, mais c'est plutôt rigolo en fait. Au final, c'est un bouquin essentiel pour bien comprendre ce qu'est le punk, je pense. Au passage, j'en profite pour signaler que cet éditeur a également publié la version française de *La philosophie du punk*, que j'avais également beaucoup aimé.

K.

Site web : rytrut.free.fr

L'emmerdeur n° 1 bis (décembre 2009)

20 p. A4, gazette rennaise à prix libre

[Zine] Un nouveau venu, au format très similaire au présent *KHD*. Orientation libertaire et

autonome claire, en français. Un fanzine à la lecture très agréable et à la critique acerbe, toujours à un niveau d'analyse très approfondi. Grosse réflexion, tout au long des 20 pages de l'ouvrage, sur la prégnance terrible du « réel » et sur l'impérieuse nécessité du développement d'une discipline personnelle pour s'en soustraire. De sacrées plumes à l'est de nos contrées trégorroises, lecture subversive hautement conseillée !

T.

Notes et morceaux choisis n° 8 (octobre 2008)

160 p., 10 euros

Notes et morceaux choisis, bulletin critique des sciences, des technologies, et de la société industrielle, se donne pour but de comprendre et de remettre en question le système de production industriel ainsi que, difficile de les séparer, le système politique qui l'a engendré et qui à la fois en résulte.

Le n°8 que je viens de finir s'intitule *Le travail mort-vivant* en référence au premier texte que l'on y trouve dans la partie « Notes » écrit par Matthieu Amiech et Julien Mattern. Leur texte est vraiment bien, facile à lire, il s'attelle à une critique du travail moderne en s'appuyant sur la distinction que Hannah Arendt faisait entre le travail et l'oeuvre. Le travail produisant des choses consommables ayant prit le dessus sur l'oeuvre, production de choses qui perdurent, on aurait à faire à une société de désœuvrement. Ils essayent de montrer aussi les limites des critiques actuelles de la société capitaliste, avec une extrême-gauche qui perpétue le fantasme de l'abondance marchande et se questionne peu sur le contenu de l'activité humaine et de ses conséquences.

Le deuxième texte écrit par Bertrand Louart, celui qui a lancé *Notes et morceaux choisis*, s'appelle « ITER ou la fabrique d'Absolu ». Il revient sur les espoirs totalement démesurés que portaient les nucléocrates au moment de l'émergence du nucléaire, avec cette idée d'énergie facile à produire, sans conséquences et éveillant des possibilités délirantes. Car d'après lui ce qui est recherché par l'industrie nucléaire c'est la toute puissance que procurerait le fait de pouvoir tout manipuler et transformer sans limites, en repoussant celles de la physique. Et la maîtrise impossible à n'importe qui de cette énergie nous envoie encore plus loin dans la dépendance matérielle et politique vis à vis de quelques-uns dans leur désir de croissance et d'accumulation marchande imposé. Le texte parle également de l'imposition du projet ITER à Cadarache.

Le troisième et dernier texte de la partie « Notes » a pour titre « Liberté privée, intensité collective et autonomie politique ». À travers le livre de Sebastian Haffner *Histoire d'un Allemand*, Rémi Demmi aborde des questions essentielles à ce que doit être la pratique collective politique. En ça je l'ai trouvé vraiment intéressant ! Sebastian Haffner a vécu sa jeunesse pendant la montée du nazisme et il décrit les évolutions qu'il a observées dans la société allemande. Ainsi la rupture d'une part de la jeunesse bourgeoise pour l'idéal bourgeois et leur désir d'aventure a pu



Paracuellos, Carlos Giménez

les mener jusqu'au désir de guerre pour rompre avec l'ennui. Demmi fait une critique de la posture de Haffner qui oppose au collectif un individualisme libéral qui rend impossible toute possibilité d'organisation ou de résistance collective. En effet Haffner s'est enfermé sur sa liberté privée et ce n'est qu'à travers cette idée-là de la liberté qu'il dénonce le totalitarisme.

La partie « Morceaux choisis » est constituée de textes plus courts. Le premier d'entre eux s'oppose aux projets éoliens industriels en Lozère. Il entame une réflexion sur la valeur collective que l'on donne aux paysages et de ce qu'un paysage peut dire de la société qui le façonne. Ensuite vient le texte de Jocelyne Porcher « Violence dans les porcheries ». Je l'ai trouvé vraiment intéressant parce qu'on entre vraiment dans ce à quoi s'apparente la gestion d'une exploitation porcine, une gestion qui d'ailleurs va de plus en plus vers une gestion de la mort. Le troisième texte est de Patrick Marcolini, un texte qu'il adresse aux paysans roumains à qui on impose des modifications de leurs manières de faire et de vivre pour suivre une modernisation qui a déjà eu lieu en France et qui a abouti à la destruction totale de la paysannerie. Suit le texte de Yannick Ogor contre le puçage électronique des animaux d'élevage. Il parle joliment de ce qu'il aime et ce qu'il a cherché en devenant éleveur, être pris, d'attendre et d'être attendu. Et c'est à l'encontre de ça que vont le puçage électronique et la traçabilité, impératifs d'une société industrielle. Les deux derniers textes

sont une interview de Michel Onfray pour la revue *l'Éperon* où il parle de sa passion pour les chevaux et voit avec un grand sourire les possibilités du clonage, puis une réponse de Martine Deguillaume qui pense que le clonage serait plutôt une régression.

Un ensemble de textes vraiment intéressants pour les gens qui essayent de reprendre prise sur le monde qui les entourent face à l'impasse dans laquelle nous a emmené le système politique et productif actuel. *M. ar C'h.*
Site web : netmc.9online.fr

Paracuellos, Carlos Giménez

(Éditions Fluide Glacial) – 35 euros

[BD] Paracuellos était le nom d'un des foyers pour enfants pauvres et orphelins de l'Espagne franquiste, dans lesquels l'auteur a passé son enfance. Celui-ci évolue habituellement dans le registre de l'humour, mais il signe là une oeuvre forte et grave. Il y raconte ses souvenirs d'enfance dans ces foyers. Nous découvrons le quotidien de ces gamins, entre la discipline fasciste, la cruauté des adultes, la faim et la peur omniprésentes, mais aussi les petites joies et les jeux enfantins. Ces planches sont parues à l'origine dans *Fluide Glacial*, puis furent éditées en 6 albums, et enfin rééditées en intégralité dans ce gros volume. *K.*

Rotten eggs smell terrible n° 22 (été 2009)

40 p. A4, 3 euros

[Zine] Vingt-deuxième numéro pour ce vieux briscard du fanzine punk. Au programme,

pleins d'interviews : *Clone Zine* (fanzine hardcore), Skuds and Panic People (ska-punk, Rennes), Guarapita (ska-punk), Fleurs (garage punk, Lyon), *Kontagion* (zine BD), Pogomarto (punk, Blois), *Agent Orange* (zine punk)... Avec toujours une chouette maquette ciseaux + colle et ce fameux style d'écriture qui a fait sa renommée !

K.

Contact : mundodrama@wanadoo.fr

Rotten eggs smell terrible n° 23 (hiver 2009)

48 p. A4, 3 euros (en timbres)

[Zine] Encore un qui ne chôme pas ! Plusieurs interviews au menu : Frustration, Gomé (dessinateur), PP (bateur du groupe hardcore Strong As Ten), Prince Ringard (chanson, BZH), Bibi Konstroy, Nasty Samy. Plus pas mal de chroniques de zines et de disques. *K.*

Contact : mundodrama@wanadoo.fr



LA SOCIÉTÉ PUÉ ET DANS LA DÉATH PRÉSENTENT

COMPILATION DE SOUTIEN AUX ANARCHISTS AGAINST THE WALL

TOUS LES BÉNÉFICES SERONT REVERSÉS AUX AATW

An english version is also available

PRIX LIBRE !!!

Avec Dona maldad (Ve), Ci polio (UN), Power is poison (NI), Abuse (Fr/Sw), La société elle a mauvaise haleine (Fr), Lucas punk (Ru), Burfi cross (UK), Antimanka (It), Kalanikov (It), Freibeater AG (De), Jonas Selander (Sw), Quarto Polare (It), L'oiseau mort (Fr), Antidolum (Pt), Global parasite (UN), Imprint (UK), Broken minds (UN), Fiction réelle (Ch), Beat the violator (Fr), All day hell (Pt), Active minds (UK), Case Zlamac Frewer (Pt), Barrakas (Cr), Mitan (It), Frelovenjoia (It), Phase terminale (Fr), Audio kolon (Ch), Mauvaise graine (Fr), Sotadio (Fr), Smartit Kahl Luván (It), La marmite (Be), Pavillon 32 (Ro), Chassanek (Ve), Asalie no'Ve, Skarprethor (Ork), Chan (Esp), Entartete Kuntz (UN), Fever Blain Gonazcka (Pt), PKP (Nor), Abertat Sonora (Fr), Dazed (en-Yu), Croit dans la Damm (Fr), Black Bart (Fr), Vale/Ni/Ferminas 10 (Esp), Chickens's Callin' Years Of Decay (Fr), Active Saugriva (UK), Collectif Mary Road (Fr), I hope you suffer (Ct), Richard durt (Fr), Anarcolapsa (Ve), Zudar trout (It), Myth of Progress (UK), Nuclear death terror (De), Crowning dog (Us), The Australian Goat (Fr), Autonomia (Pt)

Un livret format A5 avec couverture sérigraphiée. Avec les annonces des groupes avec les textes et des textes sur la situation israélo-palestinienne, une chronologie, une interview du collectif, une présentation des Refuznik...

PRIX LIBRE + FRAIS DE PORT

Pour commander : la.societe.pue@hmail.com
bubledogge@gmail.com

COMPILATION DE SOUTIEN A LEONARD PELTIER

Un disque de soutien au plus vieux prisonnier politique Américain

IN THE SPIRIT OF TOTAL RESISTANCE

BLACKRIE - FERMIN MUGURUZA - OI POLLOI - ETHNOPAIRE - HYDRA
LES RAMONEURS DE MENHIRS - LA PHAZE - T.R.I.B.E - URBAN ATTACK
CELLULE X - TAGADA JONES - TROUX AN NOX - ROSA PARK - LOADEAD
AZTLAN UNDERGROUND - KILNABOY - MAURESCA FRACAS DUB

Coordination du projet : Association d'Éthnologie et de Sociologie Indienne d'Amérique
Co-producteurs : A.D.A.S., Pélissier Prod., K.O.N.A.R. Prod., Fokione de la Zone Nord-Est, Murgueta

DISPONIBLE SUR WWW.LADISTRO.FR
ET DANS TOUT LE RESEAU MILITANT

